

La face cachée des trottinettes électriques

Personne ne les a vues venir. Pourtant, en moins d'un an, les trottinettes électriques en libre-service se sont imposées comme le moyen de locomotion en vogue dans la plupart des grandes villes occidentales. À Bruxelles, par exemple, où six opérateurs se sont déjà lancés sur le marché, les rues et les trottoirs sont littéralement envahis par ces véhicules d'un genre nouveau. Le plus gros opérateur, une société américaine arrivée en novembre 2018, y dispose d'une flotte de 1 200 trottinettes, réparties sur 16 communes, et compte 100 000 utilisateurs. Quel que soit l'opérateur, le principe est le même : la trottinette se localise et se débloque pour une somme forfaitaire via une application sur smartphone ; puis, il en coûte quelques centimes supplémentaires par minute d'utilisation. Le développement rapide de l'offre tend à démontrer que celle-ci répond à une demande réelle, les citoyens plébiscitant de plus en plus les modes de transport alternatifs. Tout semble donc rouler pour les trottinettes électriques. Celles-ci n'en soulèvent pas moins de nombreux problèmes et interrogations. Il suffit de se balader quelques minutes dans les rues de Bruxelles pour constater l'ampleur du phénomène et, parfois, le chamboulement, voire la pagaille, qu'il engendre.

Les trottinettes électriques représentent tout d'abord une nouvelle source d'accidents. Au guidon de ces engins qui peuvent atteindre la vitesse de 25 km/h, certains utilisateurs slaloment sur la chaussée au milieu d'automobilistes encore peu habitués à leur présence tandis que d'autres optent pour le trottoir, où ils se faufilent à toute vitesse entre les piétons. Aux États-Unis, les trottinettes électriques auraient déjà fait quatre morts et plusieurs centaines de blessés depuis leur apparition fin 2017. De plus, comme les services de secours ne précisent pas toujours le moyen de locomotion utilisé par la victime d'un accident, ces chiffres sont probablement sous-évalués. Par ailleurs, il n'y a pas que quand elles roulent que les trottinettes créent des soucis. En effet, contrairement aux vélos partagés, la location de ces véhicules repose sur le principe du *free-floating*. Cela signifie que les utilisateurs sont libres de déposer leur appareil où ils le veulent ou presque, sans devoir le ramener à une station ou à une borne d'attache. Ainsi, il n'est pas rare de croiser des trottinettes en travers d'un trottoir ou en haut des escaliers d'une bouche de métro. Pour l'instant, dans notre pays, faute de règles précises, c'est l'anarchie.

Ce flou juridique, cependant, ne devrait pas persister indéfiniment. Ailleurs dans le monde, plusieurs grandes villes ont d'ores et déjà instauré un cadre légal autour de l'utilisation de ces véhicules – rendant par exemple la circulation sur les trottoirs et le stationnement sauvage passibles d'amende. Les villes de New York et de Barcelone sont même allées jusqu'à les interdire tout simplement. Le vandalisme est un autre problème sur lequel la justice sera probablement amenée à se pencher. En se baladant dans les rues de nos villes, il n'est pas rare de croiser des rangées de véhicules couchés sur le sol, et ce, même les jours où il n'y a pas de vent. Une vidéo qui, en avril 2018, a recueilli plus d'un million de vues sur Internet donne la clé du « mystère » : on y voit, dans les rues de Paris, un sexagénaire, filmé à son insu, en train de renverser volontairement trois trottinettes garées au milieu du trottoir. Or, s'ils peuvent faire sourire, ces gestes – assez fréquents – sont loin d'être anodins. Selon certaines estimations,

environ un tiers de la flotte en service serait rendue inutilisable par ces dégradations volontaires !

Même si le phénomène reste pour le moment limité, ces véhicules sont également pris pour cibles par des voleurs. Parfois, ceux-ci se contentent de s'emparer de la batterie. Mais, à d'autres moments, c'est le véhicule complet qui est subtilisé. Les entreprises les plus touchées sont celles qui, pour des raisons économiques, n'utilisent pas leur propre modèle de trottinette mais un modèle disponible dans le commerce ; les hackers ont alors vite fait de trouver le moyen d'en désactiver la puce GPS, après quoi il leur suffit de remplacer une simple pièce, commandable sur Internet, pour utiliser le véhicule sans plus jamais faire appel à la plateforme de location. Un dernier fléau touche les trottinettes en libre-service : l'appropriation, voire la privatisation, d'un véhicule par un usager. Pour être sûrs de trouver une trottinette en sortant de chez eux ou en quittant leur lieu de travail, certains utilisateurs n'hésitent pas, une fois leur trajet terminé et leur course payée, à la ranger dans un endroit inaccessible au public, comme un hall d'immeuble ou une cour intérieure, voire un appartement ou un bureau. Bien qu'elle apparaisse alors sur l'application qui liste les véhicules disponibles, la trottinette s'avère en réalité introuvable.

Le modèle économique sur lequel repose la location de ces véhicules pose lui aussi quelques questions. Saviez-vous, par exemple, que la maintenance d'une partie non négligeable de la flotte était sous-traitée à des autoentrepreneurs ? À la fin de la journée, des dizaines d'individus tentent ainsi de récupérer le maximum de trottinettes pour les recharger chez eux ou dans un entrepôt, une somme comprise entre cinq et dix euros leur étant versée pour chaque appareil chargé et redéposé dans la rue. Ce « petit » boulot, extrêmement précaire, n'est pas sans rappeler celui des chauffeurs Uber ou des livreurs de plats cuisinés payés à la course. Enfin, les trottinettes électriques, souvent présentées comme un moyen de déplacement écologique, ne sont pas aussi vertes qu'elles le prétendent. Certes, en termes d'émission de CO₂, ce mode de transport s'en sort très bien. Mais ce n'est pas lorsque ces véhicules roulent qu'ils polluent le plus. Aux nombreux trajets indispensables pour les récupérer et les remettre à leur place, à l'énergie qu'ils nécessitent pour être chargés, à l'empreinte écologique de leur batterie au lithium, il faut encore ajouter – et c'est incontestablement le point qui interpelle le plus – la durée de vie extrêmement courte de ces appareils partagés : en ville, une trottinette électrique en libre-service ne survivrait, en effet, qu'entre un et six mois avant de finir à la casse...

Impasses et défis de l'anthropocène

Dans de nombreux domaines, comme le changement climatique ou le déclin de la biodiversité, la plupart des scientifiques estiment que nous approchons dangereusement du point de non-retour et que l'homme a une importante part de responsabilité dans cette évolution. Un mot résume à lui seul cette idée : le terme « anthropocène », qui figure d'ores et déjà dans le titre de centaines d'ouvrages et d'articles scientifiques et dont l'usage ne fait que croître dans les médias. Formé à partir du grec ancien *anthropos*, « être humain », et du suffixe *-cène*, qui désigne une époque géologique, ce néologisme signifiant littéralement « l'ère de l'homme » a été popularisé au début des années 2000 pour désigner l'époque à partir de laquelle l'action des hommes a eu un impact global sur l'écosystème terrestre, éloignant celui-ci du relatif équilibre dans lequel il se trouvait depuis le début de l'époque précédente, l'holocène, il y a 11 700 ans. Ce point de vue, selon lequel l'homme aurait fait entrer la planète dans un nouvel âge, semble aujourd'hui faire consensus. Aussi, une poignée de scientifiques ont-ils proposé que l'anthropocène soit officiellement élevé, comme l'holocène ou le pléistocène avant lui, au rang d'ère ou d'époque géologique à part entière.

Une question, en apparence très simple, se pose dès lors : quand exactement l'anthropocène aurait-il débuté ? Les premiers utilisateurs du terme ont proposé d'en situer symboliquement le début en 1784, année du perfectionnement de la machine à vapeur par le Britannique James Watt. Cette date correspond grosso modo au début de l'utilisation des énergies fossiles et de la révolution industrielle. Cependant, la validation d'une nouvelle époque géologique par la communauté scientifique nécessite une rupture observable et universelle entre les couches sédimentaires, le changement d'ère devant pouvoir être observé par les géologues du futur en chaque point du globe qu'ils choisiront d'étudier. De ce point de vue, le basculement surviendrait plutôt en 1950, date à partir de laquelle divers composants chimiques et particules de plastique d'origine humaine apparaissent dans les sédiments. Et, de fait, c'est immédiatement après la Seconde Guerre mondiale que toute une série d'indicateurs – consommation des ressources primaires, utilisation de l'énergie, croissance démographique, activité économique, dégradation de la biosphère... – sont soudain montés en flèche. Pour l'heure, le débat reste ouvert et la question de savoir si l'anthropocène est bel et bien une époque géologique à part entière n'est pas tranchée. Nous avons parlé, ci-dessus, de consensus, pas d'unanimité...

Certains estiment, en effet, qu'il n'y a jamais eu de rupture fondamentale dans l'histoire des relations entre l'homme et son environnement et que les développements les plus récents s'inscrivent dans un temps long : l'impact exercé par l'être humain sur le milieu ambiant n'a jamais cessé d'augmenter au cours des 40 000 dernières années. D'autres estiment au contraire que l'industrialisation massive de l'Occident n'a pas d'équivalent dans le passé et qu'elle constitue dès lors un tournant historique majeur. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs scientifiques ont ainsi attiré l'attention de leurs contemporains sur le caractère non durable de notre modèle économique. À cette époque, pourtant, tous les indices climatiques étaient encore dans le vert et l'humanité, contrairement à aujourd'hui, ne

consommait pas plus de ressources que ce que la planète est capable de produire en un an. Mais, selon eux, une dynamique néfaste pour l'environnement s'était bel et bien enclenchée et ils avaient l'impression qu'elle serait, à mesure que le temps passerait, de plus en plus difficile à enrayer. L'avenir semble leur avoir donné raison : depuis, les données scientifiques se sont accumulées, les alertes se sont multipliées et le coût des mesures qu'il faudrait prendre nous apparaît chaque jour plus exorbitant.

On ne peut que s'étonner, en particulier, de la lenteur et de la faiblesse des réactions face au problème le plus urgent, le changement climatique, autour duquel le consensus s'est pourtant établi dès le début des années 1990. Compte tenu de l'aggravation récente de la crise, on comprend mal que les efforts de réduction des gaz à effet de serre restent aussi timides. Cette inertie a des causes multiples, au premier rang desquelles figure sans doute notre foi aveugle dans la capacité de la science et de la technologie à résoudre tous les problèmes. À cela s'ajoute le lobbying intense auquel se livrent certains secteurs d'activité. Une des principales pierres d'achoppement est le délicat problème de la justice environnementale. Nous savons désormais que le changement climatique amplifie les risques existants et en crée de nouveaux pour les systèmes naturels comme pour les sociétés humaines. Or, ces risques sont répartis de façon inégale. Dès lors, vu que toutes les régions n'y sont pas exposées au même degré, il n'est pas facile de trouver une solution collective à ce problème. Pourtant, pour remédier au changement climatique, c'est ensemble que tous les pays devront s'efforcer d'opérer une réduction drastique de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Voilà l'impasse à laquelle aboutissent toutes les négociations internationales : concurrents plus que partenaires, les États répugnent à s'engager pour ne pas compromettre leur croissance économique et leurs emplois. C'est pour atténuer l'impression tenace de « chasse aux coupables », qui a pu jouer lors des sommets précédents, que la solution trouvée lors du dernier accord climatique en date, signé à Paris le 22 avril 2016, a été de demander aux pays des engagements volontaires plutôt que de leur imposer des critères uniformes à l'échelle de la planète. Chaque pays signataire s'est ainsi engagé à atteindre des objectifs de réduction de ses émissions conformes à ce qu'il considère lui-même comme viable. Malheureusement, si cette approche a permis de surmonter certains blocages, elle a aussi rendu considérablement plus complexes l'évaluation et la comparaison des efforts nationaux. Par ailleurs, signe d'un manque de gouvernance mondiale, ce traité ne prévoit pas de sanctions contre les pays qui failliraient à leurs engagements. La question climatique, on le voit, ne semble toujours pas avoir pris le pas sur les intérêts économiques des uns et des autres. Tout se passe, en fin de compte, comme si l'humanité, léthargique, attendait la fin du film et le moment où le héros viendra tout arranger.

Aller sur Mars : caprice ou nécessité ?

Poser le pied sur Mars ? Bien qu'il en fasse rêver plus d'un, un tel projet ne va pas de soi. En 2014, en préambule d'un rapport commandé par la Maison-Blanche pour guider sa stratégie spatiale dans les décennies à venir, le Conseil national de la recherche des États-Unis n'y allait d'ailleurs pas par quatre chemins : « Aucun argument ne semble justifier, à lui seul, de poursuivre les vols habités. » Envoyer des hommes sur Mars ne peut être justifié, par exemple, par le besoin d'accroître nos connaissances sur cette planète : les sondes et les engins d'exploration que nous y avons envoyés le font déjà très bien, et pour un budget bien moindre. L'homme n'ira pas non plus sur Mars pour donner un coup d'accélérateur à des technologies utiles à l'économie : les retombées techniques d'un tel programme sont en effet incertaines et, surtout, imprévisibles. Une mission habitée vers Mars relève, en réalité, d'arguments plus intemporels, comme la survie à long terme de l'espèce humaine, qui pourrait s'éteindre un jour si elle devait rester confinée sur une Terre fragile, ou le besoin impérieux d'explorer et de relever des défis, qui a été un moteur essentiel de notre évolution.

Si elle ne répond pas à une nécessité immédiate, la principale raison d'aller un jour sur Mars est au fond très pragmatique : notre voisine est le meilleur banc d'essai pour savoir si l'humanité est en mesure de s'implanter sur une autre planète que la Terre. Compte tenu des nombreuses ressources qui y sont disponibles (glace, matériaux divers...), si l'homme ne parvient pas à s'établir sur Mars, il est à peu près certain qu'il ne pourra pas non plus s'établir ailleurs. Aller sur Mars, au fond, revient à se prouver qu'on en est capable. Mais concrètement, comment y aller ? Le travail de réflexion, à ce sujet, ne date heureusement pas d'hier. Les étagères de la Nasa débordent de projets plus ou moins grandioses, élaborés puis enterrés avec régularité depuis soixante ans. Le dernier en date, le programme Constellation, lancé en 2004, prévoyait, peu après 2020, une base lunaire permanente, qui aurait été le point de départ d'un envol, quelques années plus tard, vers la planète rouge. Mais il fut abandonné dès 2010. La crise économique était passée par là. Depuis, la Nasa s'est résignée à des feuilles de route plus modestes. Son nouveau credo consiste à y aller pas à pas, sans brûler les étapes.

Il faut dire que les défis techniques sont innombrables. La plus grande difficulté actuelle, par exemple, consiste tout simplement à se poser. Mars a une gravité importante mais une atmosphère relativement ténue. Sans couche d'air pour amortir sa descente, l'engin que nous y enverrons ne pourra pas se contenter d'un simple parachute. Il sera nécessaire de concevoir un système de freinage autrement plus complexe. La durée du voyage est une autre grande difficulté. Si aller sur la Lune ne prend pas plus de trois jours, se rendre sur Mars nécessite au minimum six mois – dans la configuration la plus favorable, quand la Terre et Mars sont à distance minimale l'une de l'autre. Par ailleurs, le retour doit impérativement se faire soit 30 jours plus tard, mais avec un trajet de treize mois pour « rattraper » la Terre sur son orbite, soit 500 jours plus tard, pour bénéficier du créneau favorable suivant, ce qui ferait alors plus de deux ans et demi loin de la Terre ! Comment vivre, ensuite, sur une planète où il fait aussi

froid la nuit qu'en Antarctique, dans une atmosphère quasiment sans oxygène, saturée de poussières et empoisonnée de gaz carbonique, où la pression est si faible que la salive ou le sang entrent en ébullition dès que la température dépasse 5 °C ?

Malgré ses nombreuses incohérences, le film *Seul sur Mars*, grand succès de 2015, aborde une autre question préoccupante : les astronautes sont-ils en mesure de supporter, psychologiquement, deux ans et demi d'isolement total ? Certes, les séjours à bord de la Station spatiale internationale ont montré que l'homme pouvait vivre relativement longtemps loin de la Terre. Mais l'environnement y est bien moins hostile que sur Mars. Les astronautes y sont certes isolés, mais ils voient la Terre en dessous d'eux et ils savent qu'ils peuvent y être de retour en moins de deux heures, s'il le faut. Il n'en va pas de même sur Mars où il faut entre 3 et 20 minutes au moindre message envoyé vers la Terre pour arriver à son destinataire. S'il craque, l'homme pourrait donc se révéler le maillon faible de la mission. Mais il ne s'agira pas pour autant de recruter ou de former des surhommes. C'est plutôt la cohésion du groupe qui fera la différence. Au fond, la seule certitude, c'est que l'emballage du programme Apollo, développé en moins de dix ans pour aboutir, en partant de rien, à un homme sur la Lune, ne se répétera pas.

À l'heure actuelle, en effet, les États-Unis semblent de nouveau les seuls à pouvoir mener à terme un tel projet. Or, c'est chaque année que la Nasa négocie son budget avec la Maison-Blanche et le Congrès. Pour justifier les moyens qui lui sont alloués, il lui faut donc constamment convaincre le public des progrès réalisés. Sans l'aiguillon d'une course entre superpuissances, comme ce fut le cas face à l'Union soviétique à l'époque de la guerre froide, il paraît difficile de convaincre le président américain, dont l'horizon politique est de huit ans tout au plus, de financer un projet grandiose dont les résultats ne seront pas tangibles avant vingt ou trente ans. Le plus sage, dans ce contexte, consiste dès lors à identifier des étapes intermédiaires, qui permettent de franchir un cap du point de vue technique. Ainsi, les projets les plus ambitieux de la Nasa consistent désormais, à moyen terme, dans la mise en orbite lunaire d'une station spatiale, puis dans l'installation d'une base permanente sur la Lune, où serait ensuite assemblé le matériel nécessaire au grand saut final. Et après ? Les experts s'accordent sur un point : il faut éviter que ne se répète l'histoire d'Apollo, qui a vu les États-Unis parvenir à planter un drapeau sur la Lune, puis l'abandonner rapidement, une fois la course gagnée, faute d'intérêt autre que symbolique. L'objectif, cette fois, doit être d'aller sur Mars... et d'y rester !

Une photo, plusieurs histoires

Ce cliché poignant d'un garçonnet serrant dans ses bras sa petite sœur effrayée a déjà fait plusieurs fois le tour du monde. Vous-même êtes peut-être tombé sur lui en mai 2015, au détour d'Internet, où il donnait toute sa force à un message largement diffusé appelant à la solidarité avec les victimes du tremblement de terre qui venait alors de frapper le Népal. À moins que ce ne soit quelques années plus tôt, lors de troubles au Tibet ? Ou, plus récemment, joint à divers messages dénonçant, sur Facebook, le drame vécu par les trop nombreuses victimes civiles de la guerre en Syrie ? En réalité, vous avez tout faux. « C'est ma photo, elle montre deux enfants vietnamiens de l'ethnie Hmong et elle a été prise en 2007 dans la province du Ha Giang. Elle n'a donc rien à voir avec le Népal, le Tibet ou la Syrie. » Le tweet reproduit ci-dessus a été publié en mai 2015 par un photographe vietnamien, Na-Son Nguyen, collaborateur régulier d'une célèbre agence de presse. Ce photographe était en mesure de prouver qu'il était bel et bien l'auteur de cette image détournée à de multiples reprises depuis plusieurs années.

C'est en 2012 que Nguyen fut alerté par des amis sur le fait que plusieurs pages Facebook vietnamiennes utilisaient sa photo pour attirer l'attention des internautes. Le cliché était généralement accompagné d'une histoire tragique inventée de toutes pièces. Or, la vérité est bien plus ordinaire : apeurée à la vue de l'appareil photo, un objet dont elle n'était pas familière, la fillette s'est simplement réfugiée dans les bras de son frère, tandis que les parents, eux, étaient occupés à travailler au champ. Par la suite, Nguyen a régulièrement constaté que des pages Internet, un peu partout dans le monde, reprenaient sa photo en y greffant sans cesse de nouvelles histoires. Le photographe s'est alors attelé à endiguer le phénomène, en laissant notamment des commentaires sous les articles utilisant abusivement sa photo. Au-delà du non-respect des droits d'auteur, il redoutait surtout son utilisation à des fins illégales, comme la fausse récolte de fonds. Mais la machine s'est avérée difficile à enrayer. Le décor neutre de sa photo ne permettant pas de situer le lieu de la prise de vue, celle-ci laisse en effet le champ libre à toutes sortes d'interprétations, d'affabulations et de manipulations.

Comment expliquer qu'une image a priori anodine acquière une portée universelle et en vienne à être utilisée pendant des années pour illustrer toutes sortes de catastrophes humanitaires prétendument survenues dans des parties du globe très éloignées les unes des autres ? En réalité, il semblerait que, dans cette image, le photographe ait réuni, sans le vouloir, des éléments qui stimulent notre imaginaire. Dans notre société où dominent les médias visuels, c'est comme si, sans représentation graphique capable de synthétiser l'ensemble d'un événement, nous restions frustrés, confrontés à une limite infranchissable. Psychologiquement, l'image apparaît en effet comme un outil indispensable à notre pensée, en particulier dans des contextes émotionnels forts. Notre imaginaire a besoin de clichés, au sens propre comme au sens figuré. La force d'une image n'est donc pas tant de montrer la réalité que de fournir une symbolique satisfaisante, un raccourci mental à même de conforter

nos stéréotypes. Selon toute vraisemblance, la photo des deux enfants vietnamiens a répondu accidentellement à cette nécessité criante, pour le public, de donner chair à un scénario lui étant venu spontanément à l'esprit. Bien que sans lien avec la catastrophe qu'elle est censée illustrer, la photo parvient ainsi, mieux que n'importe quel autre document, à la faire exister.

L'histoire de cette photographie montre aussi, s'il le fallait encore, la rapidité avec laquelle, de nos jours, grâce aux nouveaux médias, l'information circule. Ce phénomène est encore plus perceptible lorsque sont réunis des éléments susceptibles de faire en sorte qu'elle se propage comme un virus, à commencer par la présence d'enfants, dont on sait qu'elle garantit l'empathie, l'émotion chez le public. Plus globalement, les contenus qui, désormais, connaissent la plus large diffusion sont visuels, l'image étant, on l'a vu, le format idéal pour frapper les esprits. Cette facilité de diffusion sans précédent a toutefois un revers de taille : la difficulté croissante à démêler le vrai du faux, à déterminer le degré de fiabilité d'une information donnée. Internet, de ce point de vue, n'est cependant qu'un outil dans la main de l'homme. En définitive, c'est à ce dernier qu'incombe la responsabilité de ce qu'il en fait. Les escroqueries intellectuelles n'existent-elles pas depuis ce jour lointain où l'homme a pris conscience qu'il pouvait, par le langage, manipuler son prochain ? Il y a toujours eu et il y aura toujours des gens cherchant à tirer profit d'événements tragiques. De tels comportements ne sont pas propres à l'avènement d'Internet. En favorisant et en accélérant la diffusion de l'information, qu'elle soit ou non manipulée, les outils numériques ont simplement renforcé un phénomène déjà ancien.

Enfin, cette photo met en avant une évolution qui tient à la nature même des réseaux sociaux : la possibilité désormais offerte à tout un chacun d'émettre des contenus. Naguère, toute information transitait par un intermédiaire, elle était recoupée, vérifiée, validée. Cela n'empêchait pas toujours les abus, mais la source, alors, était plus aisément identifiable. Or, aujourd'hui, les professionnels de l'information n'ont plus la mainmise sur ce qui est publié. Leur rôle d'intermédiaire, de filtre tend à disparaître. D'un côté, cela a des effets positifs. La parole médiatique s'est démocratisée, elle est devenue accessible à tous, des groupes ou des individus peu représentés ont désormais la possibilité de se faire entendre. Dans les sociétés totalitaires, en particulier, le numérique permet de s'opposer plus efficacement à la propagande des autorités, de démonter plus vite les fausses informations. Mais, d'un autre côté, il y a aussi une face plus sombre, qu'illustre le parcours de cette photo systématiquement détournée de son contexte. Cette affaire met en exergue, en fin de compte, un manque d'éducation patent, notamment chez les plus jeunes, à la culture médiatique telle qu'elle se développe sur Internet. C'est la raison pour laquelle de plus en plus de voix se demandent si l'heure ne serait pas venue de faire de l'éducation aux médias l'une des missions prioritaires de notre enseignement.

L'essor de la société de consommation

Publiée en 1714, *La Fable des abeilles* de Bernard Mandeville est aujourd'hui considérée comme l'un des textes fondateurs de l'économie libérale. C'est l'histoire d'une ruche bourdonnante où la convoitise et l'appât du gain concourent à la prospérité de la communauté. Pour qu'une société s'enrichisse, disait le fabuliste, il faut qu'elle accepte en son sein à la fois la tempérance et la glotonnerie, la sobriété des uns et l'avidité des autres. Cette morale, à l'époque, fit scandale. Le texte nourrira pourtant un débat qui parcourra tout le siècle des Lumières : le luxe, c'est-à-dire le superflu, ce qui n'est pas de l'ordre de la satisfaction des besoins premiers, ne peut-il avoir, *in fine*, des effets bénéfiques à l'échelle d'une société ? Pour Mandeville, la cause est entendue : l'accroissement de la demande en biens luxueux est bel et bien un remède contre la pauvreté. « Le luxe fastueux occupait des millions de pauvres, écrit-il dans sa fable. L'envie et l'amour-propre (...) faisaient fleurir les arts et le commerce. » Malgré les réticences qu'elle souleva dans un premier temps, cette idée s'imposera peu à peu et donnera naissance à ce que nous appelons désormais la « société de consommation ».

Alors que les traditions anciennes et la morale chrétienne considéraient la poursuite du luxe comme l'ennemi de la vertu, la recherche du confort et du plaisir a cessé peu à peu d'être considérée comme un danger pour la morale individuelle et pour l'intégrité de l'État et de la société. Ce bouleversement des mentalités n'a pas manqué de provoquer des réactions en chaîne tout au long du XVIIIe siècle. Les ménages populaires, qui devaient se contenter jusque-là de fabriquer ces produits, ont vu peu à peu leur propre pouvoir d'achat augmenter et eux-mêmes ont bientôt pu s'offrir un peu de superflu. Les gens ordinaires sont ainsi passés du comportement d'héritier – on recevait les meubles, la vaisselle, les biens matériels de ses ancêtres avant de les transmettre à ses propres enfants – à celui de consommateur. Ils se sont mis à désirer des objets moins robustes, certes, mais plus jolis, et à en changer régulièrement pour suivre la mode édictée par les classes supérieures. Le phénomène a alors fait boule de neige : les enseignes se sont multipliées dans les villes, les nouveautés se sont succédé à un rythme de plus en plus rapide et la durée de vie des objets du quotidien a constamment diminué, jusqu'à aboutir au phénomène actuel de l'obsolescence programmée.

Par ailleurs, à tort ou à raison, une idée s'est alors implantée durablement dans les esprits : l'épanouissement individuel passe par l'abondance des biens. En 1838 s'ouvre à Paris le premier grand magasin, le Bon Marché, décrit par l'écrivain Émile Zola, dans son roman *Au bonheur des dames* (1883), comme « la cathédrale du commerce moderne (...), faite pour un peuple de clientes ». Mais c'est durant l'entre-deux-guerres, aux États-Unis, puis à la fin des années 1950, en Europe, que la consommation de masse explose véritablement. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le consommateur se voit même comme un patriote : celui qui achète soutient activement la croissance économique de son pays, malmenée par les conflits. Promesse à la fois de bonheur individuel et de félicité publique, la consommation devient alors un phénomène global. Le monde entier se met à bourdonner de plus en plus, à la manière de la ruche de Mandeville. Certaines abeilles se mettent même à

attiser la fièvre acheteuse de leurs congénères. Les artisans, les industriels et les commerçants, dans un premier temps, puis de véritables spécialistes du design et du marketing se mettent à étudier les consommateurs avant de mettre en forme les objets qui leur sont destinés.

Les boîtes et les emballages, les boutiques et leurs enseignes, l'agencement des rayons dans les supermarchés, les annonces et les films publicitaires, tout, désormais, fait l'objet d'un examen minutieux destiné à présenter les produits sous leur meilleur jour et à séduire leurs acquéreurs potentiels. Accusées par certains de mettre en œuvre des techniques confinant à la manipulation mentale, les entreprises ne reculent devant rien pour nous séduire. Par conséquent, le consumérisme n'a jamais cessé de se développer. Entre 1960 et 2010, les ménages auraient ainsi augmenté en moyenne leurs dépenses de 3 % chaque année. Mais le consommateur sait aussi s'extraire des carcans imposés par l'industrie. Son comportement échappe régulièrement aux injonctions de celle-ci. Par exemple, alors que, dès le début des années 1950, les ménages américains s'équipent massivement de machines à laver automatiques, les Canadiens, eux, résistent farouchement. Ils leur préfèrent, jusqu'au milieu des années 1960, lesessoreuses traditionnelles, et ce, pour des raisons culturelles : fabriquées au Canada, celles-ci ont la réputation d'être plus solides et, surtout, leur maniement, qui nécessite un certain savoir-faire, favorise la transmission entre générations de femmes. Loin d'être des pantins tout juste bons à être manipulés, les consommateurs sont donc des acteurs à part entière de la société de consommation et s'avèrent parfaitement capables de peser sur son évolution.

Aujourd'hui, en Occident, ils sont même de plus en plus nombreux à dénoncer certaines dérives, condamnant par exemple la standardisation des modes de vie sous l'effet de la mondialisation ou s'inquiétant de l'épuisement accéléré des ressources naturelles. Ils ne se contentent d'ailleurs pas de se plaindre, mais inventent constamment de nouvelles manières de consommer. Ces dernières années ont ainsi vu apparaître et prospérer le commerce équitable, les magasins bio ou l'économie du partage. Mais, au-delà de ces innovations, c'est aussi le fondement même de la consommation qui est aujourd'hui remis en question. L'idée qu'il faut accumuler des biens pour être heureux n'est plus aussi répandue qu'autrefois. Un concept en particulier, celui de « sobriété heureuse », qui prône un mode de vie consistant à réduire volontairement sa consommation, fait toujours plus d'émules. Mandeville lui-même avait anticipé cette évolution. À la fin de sa fable, les abeilles se mettent elles aussi à rejeter la convoitise au profit de la tempérance et de la simplicité. La ruche bourdonnante ne survit d'ailleurs pas longtemps aux aspirations vertueuses de ses abeilles qui, appauvries, sont bientôt contraintes de se réfugier dans le creux d'un arbre. La fable ne dit pas, hélas, si elles y furent plus heureuses.

L'intelligence artificielle : une menace pour l'humanité ?

Le 1er janvier 2016, comme de coutume, chacun y est allé de sa bonne résolution. Mais celle de Marc Zuckerberg, patron du réseau social Facebook, sortait assurément du lot : il se proposait en effet, en réunissant un certain nombre de technologies déjà existantes, de créer une intelligence artificielle apte à gérer son vaste domicile et à l'assister dans tous les aspects de son travail. Son ambition est-elle démesurée ? L'avenir nous l'apprendra. Une chose, toutefois, est certaine : l'intelligence artificielle est d'ores et déjà au cœur de nos vies. Tout ce qui est lié à Internet, par exemple, repose sur elle. Mais comment la décrire ? Selon les fondateurs de la discipline, qui naît officiellement dans la seconde moitié des années 1950, chaque aspect de l'apprentissage ainsi que chaque trait de l'intelligence peuvent être décomposés en procédures élémentaires qu'une machine serait en mesure de simuler. Le choix du verbe « simuler » a ici toute son importance : cette intelligence se contente en effet de faire illusion et ne repose, pour l'instant, que sur le travail de l'homme, à l'origine de la programmation. L'intelligence artificielle, au fond, n'est rien de plus qu'une suite d'opérations – les fameux algorithmes – permettant de résoudre un problème technique donné.

Son omniprésence dans nos sociétés soulève pourtant un nombre croissant de questions. Car, si l'intelligence artificielle suscite l'enthousiasme, elle éveille aussi bien des inquiétudes. Ambivalente par nature, elle ne fait jamais consensus. Inévitablement, plus elle se développe, plus elle suscite de nouvelles peurs – la perte d'emplois, par exemple – venant sans cesse s'ajouter aux anciennes. Il faut dire qu'aujourd'hui, à travers la numérisation, c'est-à-dire la transformation de tous les éléments de notre environnement en données susceptibles d'être traitées par des ordinateurs, l'intelligence artificielle s'étend à tous les aspects de la vie et de la société. Elle est présente dans toujours plus d'interfaces et d'applications destinées à seconder l'humain dans son travail comme dans son existence de tous les jours. Frigo connecté, transports automatiques, reconnaissance faciale ou vocale, publicité ciblée sur Internet, personnages autonomes dans les jeux vidéo, drones de surveillance... : peu de domaines lui résistent encore. Et les scientifiques sont unanimes : ce n'est qu'un début. Il reste néanmoins un point sur lequel l'intelligence artificielle semble encore et toujours buter : la conscience.

Si nous ne sommes pas capables de reproduire la conscience, c'est en partie parce que nous ne savons pas vraiment la définir, scientifiquement et philosophiquement parlant. Les ingénieurs qui prétendent s'approcher de ce graal ont de la conscience une vision caricaturale, dénuée de toute complexité, la réduisant à quelque chose de purement fonctionnel. Or, il ne suffit pas de concevoir des machines capables de modifier leur comportement en fonction des informations qu'elles enregistrent. L'être humain, en effet, n'est pas seulement logique : il est en proie à des émotions et fonctionne aussi grâce à son intuition. C'est celle-ci qui lui permet, souvent, de prendre la bonne décision face à des situations complexes ou inattendues. L'autonomie grandissante acquise par l'intelligence artificielle suscite ainsi des craintes légitimes, en particulier dans ses applications militaires. À l'été 2015, de nombreux chercheurs en robotique ont par exemple signé une lettre ouverte mettant en garde contre le développement d'armes autonomes. Sans nier le potentiel des algorithmes pour la résolution

des problèmes auxquels l'humanité est confrontée, ces experts y dénoncent la possibilité d'une course aux armements échappant à notre contrôle. Coauteur de cette lettre ouverte, le célèbre astrophysicien Stephen Hawking est même allé jusqu'à déclarer que « les humains, limités par leur lente évolution biologique, ne pourraient pas rivaliser avec les machines », ajoutant que « cela pourrait signifier, à terme, la fin de la race humaine ».

Pour beaucoup d'experts, cette vision apocalyptique, largement relayée par l'industrie du cinéma, se nourrit essentiellement de fantasmes. Malgré ce qu'il nous arrive parfois de lire ici ou là, les ingénieurs sont par exemple encore très loin de pouvoir développer des « robots tueurs autonomes ». Une prise de pouvoir par les machines est hautement improbable. D'autres remettent en question, plus globalement, la vision darwinienne qui nous imagine soumis puis éradiqués par les machines. Pour qu'une espèce veuille en exterminer une autre, il faut en effet que toutes les deux partagent le même habitat et se disputent les mêmes ressources, ce qui n'est pas le cas de la machine face à l'homme. On peut cependant se demander si le simple fait que des institutions aussi prestigieuses que les Nations unies ou l'armée américaine prennent part à ces débats ne trahit pas l'existence d'un risque réel. Mais n'accordons pas trop d'importance à ces perspectives, encore lointaines, car il y a peut-être plus urgent : ces débats n'occultent-ils pas les dangers actuels de l'intelligence artificielle cachée, dont les géants du Web ont fait une priorité ?

Ne serait-il pas temps par exemple de réfléchir sérieusement à la façon dont nous pourrions garantir une meilleure protection des données personnelles ? La masse d'informations recueillies à notre insu lorsque nous surfons sur Internet ou que nous activons la géolocalisation sur nos smartphones, par exemple, apportent ainsi une connaissance toujours plus fine des comportements individuels et collectifs, ce qui aboutit à un marketing toujours plus intrusif, les entreprises commerciales s'appuyant sur ces données pour proposer des offres de produits et de services ajustées au moindre aspect de notre personnalité. De manière générale, on glose beaucoup sur la capacité de la machine à imiter l'homme, mais on ne se demande pas assez comment la machine modifie nos comportements. Que dire, par exemple, du « syndrome de Shiva », induit par les smartphones, qui nous conduit de plus en plus à faire plusieurs choses en même temps – et à le faire mal – là où, naguère, nous portions notre attention sur une seule tâche à la fois ? Jusqu'où accepterons-nous de déléguer toujours plus de pouvoir à ces machines qui, fortes de leurs algorithmes, suggèrent des solutions et prennent des décisions à notre place ? Laisserons-nous, sans réagir, le progrès se substituer à notre libre arbitre, seul à même de nous laisser maîtres du cours de nos existences ?

Le succès grandissant des théories du complot

Selon un sondage réalisé en 2013, 12 millions de citoyens américains, ce qui représente environ 4 % de la population des États-Unis, seraient convaincus que leur gouvernement est composé de reptiliens, c'est-à-dire de reptiles supérieurement intelligents qui contrôlèrent la planète dans le plus grand secret, du fait de leur intelligence supérieure et de leur capacité à prendre une apparence humaine. Un tel chiffre ferait sourire s'il ne dévoilait la puissance des théories du complot dans le monde d'aujourd'hui. Si une hypothèse aussi absurde obtient un tel succès, il n'y a en effet rien d'étonnant à ce que d'autres, en apparence plus crédibles, rencontrent un succès encore plus considérable, mais aussi beaucoup plus préoccupant. La cohésion de notre société n'est-elle pas profondément mise à mal lorsque certains se convainquent, pseudo-preuves à l'appui, que les attentats qui ont pris pour cible, le 7 janvier 2015, la rédaction de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* étaient en réalité une opération clandestine des services secrets américains, destinée à porter atteinte à l'image de la religion musulmane et à soulever les nations occidentales contre l'Islam ? Tel est l'univers des conspirationnistes, qui décèlent des complots derrière chaque situation, chaque crise, chaque événement marquant de l'actualité et qui n'ont de cesse de dénoncer ces groupes influents qui, masqués, tireraient les ficelles de l'histoire.

Les théories du complot tendent toutes, en effet, à démontrer que notre monde est gouverné depuis les coulisses par une poignée d'individus prêts à tout pour conserver leur pouvoir, présenté comme immense. De l'assassinat du président américain John Fitzgerald Kennedy en 1963 à la récente épidémie liée au virus Zika, l'air est connu et rejoué tant et plus. Ce phénomène, très ancien, a cependant pris une ampleur inédite avec l'avènement d'Internet. Il n'est plus besoin de se rendre dans d'obscures librairies pour prendre connaissance de ces récits : ils sont désormais à portée de clic. Les internautes sont toujours plus nombreux à visiter les sites qui, à coup d'articles et de vidéos, se sont fait une spécialité de revisiter l'histoire et l'actualité. Sur les réseaux sociaux, les théories du complot pullulent comme jamais, les rumeurs se propagent comme une traînée de poudre. C'est une conséquence majeure de la dérégulation du marché de l'information : sur Internet, toutes les sources sont pareillement accessibles, qu'elles soient fiables ou non, et les faits les mieux établis sont mis sur le même plan que les fantasmes et les rumeurs les moins fondées.

Ces théories fascinent aussi par leur anticonformisme et par la transgression qu'elles incarnent face aux « pouvoirs établis », nécessairement mensongers aux yeux de tous ceux qui ont une vision paranoïaque du monde dans lequel ils vivent. Farouchement opposés à ce qu'ils nomment « le système », les conspirationnistes rejettent toute parole officielle, qu'elle émane des autorités ou des médias. Cette remise en cause radicale se double, dans leur discours, d'une angoisse viscérale vis-à-vis des nouveautés du monde. Leurs obsessions – les conflits, les épidémies, les nouvelles technologies – reflètent des inquiétudes générales à propos d'un monde qui change, et vite. L'incertitude étant un terreau fertile pour la crédulité, certains sont d'ailleurs dans une démarche délibérée de tromperie, de supercherie, fabriquant sciemment de fausses informations et détournant des images dans le but de toucher le plus de gens possible. Il faut dire qu'il y a potentiellement beaucoup d'argent à gagner grâce aux publicités qui accompagnent articles et vidéos. La plupart des conspirationnistes, toutefois, croient dur comme fer à leurs affabulations. Ils sont sincèrement convaincus d'être de véritables « chasseurs de vérité ». Il en va notamment ainsi des jeunes, qui sont les plus touchés par le phénomène.

Dans les écoles secondaires se multiplient en effet les témoignages de professeurs désemparés face au scepticisme de leurs élèves nés avec Internet. L'enseignant a perdu son autorité. Son cours, désormais, est mis en concurrence avec les récits qui circulent sur la Toile. Or, à 15 ou 16 ans, les jeunes n'ont pas encore développé une approche critique des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Par ailleurs, c'est un âge où beaucoup sont à la recherche d'une explication narrative du monde dans lequel ils évoluent. Les jeunes seraient aussi parfois victimes d'un sentiment de supériorité. « Je ne suis pas assez bête pour croire ce que me disent les discours officiels », argumentent-ils. De fait, ceux qui adhèrent à de telles idées ne sont pas nécessairement idiots. Si notre société ne fait plus confiance aux médias, ce n'est pas tout à fait sans raison. Douter avant d'admettre un fait ou une proposition quelconque est même une attitude rationnelle. Quant au désir de transparence, est-il exigence plus légitime ? Certains secrets d'État soupçonnés ne se sont-ils pas vérifiés au fil du temps, notamment grâce aux révélations d'organisations comme WikiLeaks, qui, depuis sa création en 2006, a publié sur son site plusieurs millions de documents officiels relatifs à des scandales de corruption, à des affaires d'espionnage et à des violations des droits de l'homme ?

Aussi farfelues soient-elles, les théories du complot sont donc bel et bien le fruit d'une démarche intellectuelle visant à chercher, à comprendre et à analyser. Du point de vue de la forme, elles ressemblent même à de véritables enquêtes, cartes et documents à l'appui. Hélas, dans la pratique, cette recherche de vérité se fonde sur des méthodes tout à fait bancales. Raccourcis, stéréotypes et confusions donnent naissance à des récits souvent très caricaturaux. Les sources sont fantaisistes ou peu fiables, les conclusions hâtives ou tortueuses. Plutôt que de céder au désarroi, certains ont cependant décidé de prendre les choses en main. En février 2016, la ministre française de l'Éducation nationale a ainsi lancé un vaste programme de formation destiné à armer les enseignants face à l'omniprésence des théories conspirationnistes. Comment s'orienter sur la Toile, ce réservoir quasi infini d'informations ? Comment y démêler le vrai du faux ? La tâche est titanesque et il n'y a pas d'autre choix, pour l'affronter, que de s'appuyer précisément sur les forces qui ont toujours été celles de l'école : la rigueur, la réflexion et la connaissance.

Hollywood nous impose sa vision du monde

« Un acte de guerre. » C'est en ces termes que la Corée du Nord a commenté en 2014 la sortie de *The Interview*, comédie hollywoodienne qui met en scène l'assassinat imaginaire de son leader Kim Jong-un. Sitôt la bande-annonce dévoilée, la Corée du Nord promettait des « représailles impitoyables », tandis que la société productrice du film était la cible d'une vague de piratage informatique sans précédent aux États-Unis. Comment cette comédie potache a-t-elle pu provoquer une telle escalade ? Avec son parfum de guerre froide, cette histoire nous rappelle en réalité l'extraordinaire pouvoir d'influence qu'exerce Hollywood depuis ses origines. Si ce sont des Français, les frères Lumière, qui ont inventé en 1895 le cinéma, ce sont les Américains qui, les premiers, y ont vu le moyen de séduire et de conquérir la planète. Dès les années 1910, décennie au cours de laquelle la quasi-totalité de la production cinématographique américaine se concentre sur la côte californienne, la quête de nouveaux marchés devient le moteur et la raison d'être de cette industrie unique en son genre.

Pour asseoir cette hégémonie commerciale, une certaine manière de filmer et de raconter les histoires s'impose. Depuis plus d'un siècle, la fabrication des films hollywoodiens repose sur un dosage subtil entre, d'un côté, des éléments irréels et spectaculaires très éloignés de notre quotidien et, de l'autre, des situations familières dans lesquelles les spectateurs du monde entier peuvent se projeter. Pour évaluer le potentiel d'un film avant de le lancer à l'assaut de la planète, le public américain – ce melting-pot aux origines ethniques et culturelles si diverses – n'est-il pas d'ailleurs le cobaye idéal ? Autre élément incontournable de la stratégie de conquête de Hollywood, le star-système s'impose lui aussi très tôt. En lançant les premières stars et en façonnant l'image à leur gré – y compris à coups de bistouri –, les studios ne tardent pas à populariser de nouveaux standards de beauté. Mais, surtout, grâce à l'appui des magazines, qui font leur miel des potins sur la vie des vedettes, Hollywood dispose avec le star-système d'un atout de taille pour devenir un cinéma d'exportation. Dès les années 1920, l'« usine à rêves » tourne à plein, Hollywood inondant le monde de ses pellicules à raison de 800 films par an.

Après la Seconde Guerre mondiale, cette mainmise devient définitive. En échange de la liquidation d'une partie de leur dette de guerre, certains pays, dont la France, concèdent même aux États-Unis un quota annuel de films sur les écrans nationaux. Dans notre société qui s'urbanise, Hollywood diffuse alors un nouvel imaginaire fait de cow-boys et d'Indiens, de courses-poursuites, de baisers romantiques sur la plage, de bureaux vitrés au sommet des gratte-ciel : une série d'images qui tissent par petites touches un univers magnifié avec lequel se confond bientôt notre représentation mentale des États-Unis. En découle une fascination pour le mode de vie américain, mode de vie qui devient comme une seconde culture chez les populations exposées. Plusieurs études ont par exemple montré comment Hollywood guidait de manière inconsciente nos conduites les plus intimes, de la façon dont nous marchons à celle dont nous nous embrassons. Les producteurs sont parfaitement conscients de cette capacité à modeler nos attitudes et nos valeurs. De 1934 à 1966, ils appliquent même un code de bonne conduite, le code Hays, destiné à rassurer le public familial. Véritable manuel d'autocensure, celui-ci prône en particulier le statu quo sur les plans moral et social. L'adultère, le blasphème, les amours interraciales, les baisers « lascifs et prolongés » y sont par exemple explicitement interdits.

On le devine, Hollywood véhicule sciemment toute une série de stéréotypes sur la place et le rôle de l'individu dans la société, à l'exemple de l'héroïne qui, ayant goûté à la liberté, prend soudain conscience qu'elle a tout à gagner à vivre avec l'homme qu'elle aime ou du *self-made-man*, cet homme qui, parti de rien, finit toujours par réussir. L'influence la plus marquée se joue probablement dans les pratiques de consommation. Dans les années 1940 déjà, les États-Unis demandaient à leurs ambassadeurs si les films diffusés à l'étranger avaient un impact sur les ventes dans les magasins. Ce pacte entre Hollywood et l'industrie de la consommation est définitivement scellé en 1982, avec le film *E.T.*, qui fait du placement de produit ¹ une pratique courante : un confiseur dépense 1 million de dollars pour que les personnages se gavent de ses bonbons, dont les ventes explosent dans la foulée. Une autre scène emblématique est celle, célèbre, de *Pretty Woman* (1990) dans laquelle une jeune femme essaie un tas de vêtements tandis qu'un homme la regarde avec complaisance : jamais le fait de courir les magasins et d'en revenir les bras chargés n'avait été rendu à ce point désirable, et ce, alors même qu'un journaliste avait évalué la facture dans cette scène à plus de 200 000 dollars.

Hollywood nous livre des leçons de vie, nous suggère comment remplir notre caddie mais son influence ne s'arrête pas là : en matière de politique internationale, il nous impose une vision du monde qui peut s'avérer encore plus radicale. Certes, depuis la guerre du Vietnam et l'arrivée d'une génération de cinéastes plus critiques, il n'y a plus de cinéma de pure propagande, où Washington dicterait ses volontés aux producteurs. Hollywood continue cependant de promouvoir une idéologie dans laquelle le public assiste toujours, d'une manière ou de l'autre, à la victoire des États-Unis. Par ailleurs, le Pentagone poursuit une collaboration étroite avec les studios en les conseillant dans l'écriture des scénarios ou en leur prêtant des engins de guerre. Et si le cinéma s'inspire du réel, il diffuse aussi des codes qui, à leur tour, peuvent être repris par les acteurs des relations internationales. Dans les années 1980, le président américain Ronald Reagan lançait un projet de bouclier antimissile baptisé *Star Wars* ², en désignant le bloc soviétique comme l'« empire du mal », référence directe à la saga dont il était très fan. Hollywood nous rappelle ainsi sans cesse que la frontière est ténue entre la fiction et la réalité et, surtout, que son hégémonie – autrement dit, celle des États-Unis – n'est pas près de s'éteindre.

1 Le **placement de produit** est une technique publicitaire qui consiste à faire apparaître un produit ou une marque dans un support culturel (un film ou un jeu vidéo, par exemple).

2 Titre original de *La Guerre des étoiles*.

Les amitiés numériques

Soudain, dans un lieu public, un inconnu s'approche, vous tapote l'épaule et, sans plus de manière, vous invite à devenir son ami. Cela vous semble improbable ? C'est pourtant ainsi que se nouent, la plupart du temps, les amitiés numériques. Depuis une quinzaine d'années, messageries instantanées et réseaux sociaux ont complètement bouleversé notre manière d'être en relation les uns avec les autres. L'on dénombre, en 2015, plus de 3 milliards d'internautes, dont 2 milliards sont inscrits sur lesdits réseaux. Facebook, à lui seul, compte 1,4 milliard d'utilisateurs actifs, dont plus de 5 millions en Belgique. Les internautes sont inscrits en moyenne sur plus de 4 réseaux différents et le nombre de leurs contacts, ou « amis », ne cesse d'augmenter. Cette évolution ne va pas sans s'accompagner d'une certaine frénésie : les utilisateurs se connectent au réveil, dans les transports, au bureau, au coucher pour être certains de ne rater aucun événement, aucun message. Les chercheurs ont même donné un nom – FOMO, acronyme construit à partir de l'expression anglaise « fear of missing out » (« peur de manquer quelque chose ») – au sentiment de panique qui saisit l'internaute quand il est privé de connexion.

Au milieu de cette communication virtuelle intense, on a parfois envie de se demander, comme le faisait en son temps le poète Rutebeuf dans un vers resté célèbre : « Que sont mes amis devenus ? » Ces relations virtuelles, jugées plus pauvres car vécues dans l'éloignement, ne contribuent-elles pas, en effet, à enfermer les internautes dans la solitude en les coupant de leurs liens réels ? Sociologues et psychologues s'en sont inquiétés dès la fin des années 1990. Et c'est de fait la conclusion à laquelle sont arrivées les premières études, notamment celle menée auprès de familles américaines par le psychosociologue Robert E. Kraut en 1995-1996. Mais d'autres, depuis, sont venues les nuancer. En 2001, une vaste enquête menée aux États-Unis par le magazine *National Geographic* a ainsi constaté que les personnes qui communiquent le plus par Internet sur leur lieu de travail sont aussi celles qui communiquent le plus par des moyens classiques. Les relations numériques ne se substituent donc pas aux relations en face à face, elles viendraient les compléter entre deux rencontres. D'autres études menées par la suite sont arrivées à la même conclusion : Internet ne prend pas le pas sur la vie sociale, mais l'accompagne.

N'est-ce pas d'ailleurs avec nos proches que nous communiquons le plus souvent par clavier interposé ? Même sur les réseaux sociaux, il y a amis et amis : en 2009, un sociologue a calculé que, même quand ils ont des centaines d'amis virtuels, les usagers n'interagissent réellement qu'avec un tout petit nombre de ceux-ci. Ainsi, ils commentent de manière régulière les statuts ou photos de sept personnes en moyenne et échangent par courriel ou par messagerie instantanée avec quatre d'entre elles. Nos anciennes amitiés ne se dissolvent donc pas dans le virtuel. La fréquence des échanges les renforce et parfois même les ressuscite. Témoins d'innombrables retrouvailles, les réseaux sociaux n'ont pas leur pareil, en effet, pour réunir les amis que la vie avait éloignés. Preuve en est le succès des sites qui aident leurs membres à retrouver d'anciens camarades ayant partagé jadis leur scolarité. Nombre de sociologues estiment par conséquent que ces nouvelles façons de communiquer devraient être mises sur le même plan que les appels téléphoniques ou les lettres. Car, après tout, l'histoire regorge d'exemples d'amitiés qui se sont épanouies à distance. Voltaire et Mme du Deffand – dont la correspondance est restée l'une des plus célèbres du XVIII^e siècle – n'ont jamais été

aussi complices que dans les vingt dernières années de leur vie, quand leur amitié est devenue exclusivement épistolaire.

Certes, l'on ne peut pas réellement comparer les longues lettres manuscrites d'autrefois aux échanges brefs et souvent superficiels que favorisent les courriels, les SMS et autres « posts ». Pourtant, malgré leur concision, ces dialogues laconiques, ces « tweets » de quelques signes nous seraient tout de même bénéfiques. Julie Donath, directrice de recherches au prestigieux Massachusetts Institute of Technology, développe ainsi l'idée selon laquelle les contacts, même futiles, que nous entretenons quotidiennement sur Facebook s'apparentent à l'épouillage réciproque que pratiquent entre eux les grands singes. Ce geste hygiénique, chez les primates, non seulement contribue à la survie du groupe mais il instaure aussi la paix sociale. De la même manière, les internautes s'échangeraient des « likes » et des commentaires comme autant de petits gestes pacificateurs quotidiens qui ne coûtent rien et font du bien à leur tribu numérique. « L'homme, disait l'anthropologue Mary Douglas, est un animal rituel. » Aussi, pour célébrer la communion d'un groupe, ses membres ont-ils recours à des rites : se tenir par la main, porter un toast ou, désormais, partager un « selfie » !

De plus, alors que nous cherchons, dans la vraie vie, des amis qui nous ressemblent, nous sommes davantage enclins, sur Internet, à développer des relations avec des gens très différents. La société traditionnelle peut être envisagée comme une juxtaposition de « petites boîtes », où les liens se nouent entre personnes semblables, ayant le même âge, exerçant la même profession ou habitant le même quartier. C'est ce que les sociologues appellent l'homophilie. Or, Internet ouvre une brèche dans ces cloisons, en nous faisant accéder à d'autres communautés, géographiquement ou socialement éloignées. Sans quitter notre écran, nous pouvons rechercher de l'aide, partager nos passions sur des forums, parler de nos problèmes avec des inconnus et faire naître ainsi des amitiés inédites. Plusieurs études montrent par exemple que l'amitié en ligne laisse bien plus de place à la mixité que l'amitié traditionnelle, en chair et en os, qui, elle, se noue très majoritairement entre personnes du même sexe. Distendues, souvent éphémères, ces relations sont moins chargées affectivement que la bonne vieille amitié, mais elles nous libèrent des barrières sociologiques habituelles. Comme une version moderne de l'arbre à palabres, l'amitié numérique semblerait donc bel et bien nous ouvrir, quelques heures par jour, de nouvelles perspectives et possibilités d'échange.

Alerte à la pollution lumineuse

Depuis la nuit des temps, l'obscurité fait peur à l'homme. Celui-ci a dès lors dépensé une énergie considérable, au sens propre comme au figuré, pour faire reculer l'ombre et triompher de la nuit. Aboutissements d'une quête entamée avec la maîtrise du feu, le développement de la lumière artificielle et l'éclairage massif de nos villes modernes sont donc, en premier lieu, des victoires de l'homme sur son environnement. Aujourd'hui, on éclaire les carrefours, les rues, les routes, les autoroutes et leurs aires de stationnement ; on illumine les immeubles, les monuments, les ponts et même les paysages. Vitrites et panneaux publicitaires clignotent jour et nuit, tandis que les faisceaux lumineux projetés par les discothèques ratissent vainement le ciel, des heures durant. Sécurité, mise en valeur patrimoniale, ambiance... : tous les prétextes sont bons. Mais cette soif d'éclairage a atteint de tels sommets qu'elle en vient aujourd'hui à dégrader l'environnement naturel, à bouleverser les écosystèmes et même à perturber notre santé. Longtemps symbole de progrès, l'éclairage artificiel est devenu une authentique pollution, à laquelle, en Europe occidentale, 99 % de la population est dorénavant exposée !

La nuit se verrait donc menacée d'extinction, à tel point que nous en oublions presque sa profondeur, sa beauté, mais aussi sa fonction, son rôle indispensable au rythme de la vie. Le soir venu, il suffit de lever la tête pour en constater la première conséquence : quelques dizaines d'étoiles tout au plus restent visibles dans le ciel des villes, contre plusieurs milliers par nuit claire en rase campagne. Les étoiles sont devenues des objets virtuels, les merveilles de l'Univers ont fini par disparaître de notre paysage et même de nos mémoires. Ainsi, en 2003, à New York, lors d'une gigantesque panne d'électricité, les standards téléphoniques de la mairie et des pompiers ont explosé ; des milliers d'habitants s'inquiétaient d'observer d'étranges lueurs dans le ciel noir de la métropole éteinte : ils venaient en fait de redécouvrir la Voie lactée ! Cette pollution lumineuse, hélas, s'étend bien au-delà des villes : en se diffusant dans l'atmosphère, l'éclairage urbain produit des halos visibles à des dizaines de kilomètres, voire à une centaine lorsqu'ils sont amplifiés par la pollution de l'air ou la couverture nuageuse.

Par conséquent, dans nos pays développés, seuls quelques îlots d'obscurité subsistent encore tant bien que mal. Les astronomes n'ont d'ailleurs plus le choix : pour poursuivre leurs recherches, il leur faut fuir le monde civilisé et s'exiler dans les endroits les plus reculés ou inhospitaliers de la planète – le désert de l'Atacama, au Chili, eldorado des étoiles, ou même l'Antarctique, encore vierge de toute perturbation due à l'homme. La fuite, c'est la stratégie que sont également forcés d'adopter de nombreux animaux nocturnes pour survivre à ces nuisances. Que peut faire d'autre celui qui ne peut vivre que dans l'obscurité quand un lampadaire apparaît au beau milieu de son habitat naturel ? Quand des projecteurs surpuissants arrosent soudain les falaises dans lesquelles il a coutume de nicher ? Les oiseaux migrateurs, qui se dirigent notamment grâce aux étoiles, en perdent leur chemin. Une banale route éclairée devient pour certains animaux une barrière infranchissable. Pour les insectes, l'éclairage public est même devenu la première cause de disparition d'espèces : au total, rien

qu'en France, 1,5 milliard d'entre eux mourraient chaque nuit, piégés dans le cône lumineux de réverbères qu'ils prennent pour la lune.

En faisant disparaître l'alternance naturelle du jour et de la nuit, en affectant lourdement les capacités de vision et d'orientation de nombreuses espèces, cet éclairage artificiel bouleverse donc les modes de déplacement, de reproduction ou d'alimentation de toute la faune. Animal parmi les animaux, l'homme n'est pas non plus épargné. D'après une enquête menée fin 2012, l'éclairage public – dont la durée moyenne, au cours des vingt dernières années, est passée de six heures et demie à onze heures par jour – s'inviterait dans la chambre d'un quart d'entre nous. Cette intrusion a un effet direct sur notre sommeil : celui qui la subit dort mal. Au-delà de la mauvaise humeur matinale qui en résulte, les effets physiologiques à long terme sont inquiétants, le sommeil participant à de multiples fonctions de maintenance et de réparation des organes. La perte de nos repères diurnes et nocturnes se traduit en outre par une désynchronisation de notre horloge biologique, ce qui peut avoir des conséquences sur le rythme cardiaque et la tension artérielle, sur les fonctions rénale et respiratoire et sur la sécrétion de nombreuses hormones. Or, l'actuelle débauche de photons, devenue incontrôlable, confine d'autant plus à l'absurde que, souvent mal pensé ou mal conçu, l'éclairage public diffuse la plus grande partie de sa lumière vers le ciel, sans aucun profit pour personne.

Le salut viendra peut-être de la crise économique et de l'un de ses corollaires : le souci accru de sobriété énergétique. En effet, une lumière éteinte est une lumière qui, non seulement, ne consomme rien, mais qui, en outre, ne pollue pas ! Revoir l'éclairage public à la baisse ne va cependant pas de soi. L'acceptation de cette nouvelle approche par les citoyens nécessitera de la pédagogie afin, notamment, de venir à bout des idées reçues sur la sécurité. L'écrivain britannique Thomas de Quincey l'écrivait déjà en 1849 : « Les ténèbres invitent aux actions ténébreuses alors que la lumière du gaz est une grande alliée de la moralité ». Pourtant, si l'éclairage public rassure, ses bénéfices sont loin d'être avérés : la plupart des cambriolages ont lieu en plein jour et les rassemblements nocturnes, foyers potentiels de délinquance, se produisent le plus souvent dans des lieux éclairés. Dès lors, parallèlement au développement de solutions techniques visant à développer un éclairage moins énergivore, il est impératif de se poser la question des usages : est-il vraiment nécessaire d'éclairer tel ou tel endroit ? Si oui, de quelle façon et sur quelle durée ? En d'autres termes, s'il faut naturellement veiller à éclairer mieux, ne faut-il pas surtout envisager d'éclairer moins ? En plus de réduire le gaspillage, nous renouerions ce faisant notre lien millénaire avec la voûte céleste.

Le dilemme de Noé

Glissez-vous un instant dans la peau d'un Noé des temps modernes... Imaginez-vous aux commandes d'une arche dont les dimensions auraient été drastiquement réduites par des coupes budgétaires. Puis demandez-vous, à l'heure du Déluge, quelles espèces embarquer. Quels animaux choisiriez-vous de sauver : l'adorable panda plutôt que le crapaud gluant ? Le lion majestueux plutôt que l'humble gazelle ? Quels seraient vos critères pour ce casting macabre ? Cela vous choque ? Préserver certaines espèces, en condamner d'autres : on peut trouver en effet le procédé odieux, injuste, déchirant. Au nom de quoi l'homme se permettrait-il d'opérer de tels choix ? Il risque pourtant de devoir trancher, car tout indique que les espèces animales aujourd'hui menacées ne pourront pas toutes être sauvées. Sous l'assaut notamment des activités humaines, le rythme actuel des disparitions d'espèces serait en effet cent fois supérieur au rythme naturel. Dans l'état actuel des choses, ce seraient par exemple pas moins de 25 % des mammifères et 41 % des amphibiens qui seraient menacés. Certains évoquent même le spectre d'une sixième extinction de masse, un événement qui ne s'est plus produit sur Terre depuis la disparition des dinosaures, il y a 65 millions d'années.

Un sondage mené en 2011 auprès de 600 biologistes impliqués dans la conservation de la nature a jeté ce pavé dans la mare : 60 % d'entre eux se déclaraient favorables à la mise en place de critères de sélection pour le sauvetage des espèces. Or, un tel triage était jusqu'alors un tabou absolu au sein de la communauté scientifique. Il faut dire que ce terme – « triage » – est loin d'être neutre. C'est en effet une référence au tri des blessés imaginé par les médecins au milieu des champs de bataille durant la Première Guerre mondiale. Les circonstances effroyables commandaient alors de ne plus s'attarder au chevet des soldats trop gravement atteints, et donc sans grand espoir de survie, mais de se concentrer uniquement sur ceux que l'on pensait pouvoir sauver. Les mêmes principes sont aujourd'hui appliqués par les médecins après une catastrophe, quand, devant l'afflux des victimes, la compassion cède la place à l'efficacité. Si la très pénible idée du triage remporte depuis peu une telle adhésion parmi les biologistes, c'est donc en raison d'une prise de conscience : le réchauffement climatique est inexorable, rapide, durable et condamne à coup sûr certaines espèces. Qu'une majorité d'entre eux envisagent maintenant d'appliquer ces principes aux espèces animales ne serait dès lors rien d'autre qu'une preuve de lucidité.

Les experts estiment en effet qu'une espèce ne peut raisonnablement subsister que si elle dispose d'une population viable dans au moins trois endroits de la planète durant les cinquante prochaines années. À la lumière de ce principe, la sauvegarde d'un animal aussi charismatique que le rhinocéros de Java, dont il reste à peine 50 spécimens en semi-liberté, confine par exemple à l'acharnement thérapeutique. L'entreprise rappelle les trente ans de vain combat en faveur des tortues géantes des Galápagos, dont la dernière a expiré il y a deux ans. Or, les spécialistes s'accordent sur ce point : le même sort attend toute espèce dont l'habitat naturel n'existerait plus – on pense à l'ours polaire privé de sa banquise – et qui n'aurait plus d'autres perspectives que l'enclos d'un zoo ou la congélation de sa semence dans l'espoir fou d'une seconde vie. En mettant en avant quelques espèces populaires, ce qui ne manque pas de monopoliser l'attention et les millions de dollars au détriment des autres,

en leur consacrant autant d'énergie et de moyens pour des résultats plus qu'incertains, ne fait-on pas fausse route ? Au risque d'un tollé, la communauté scientifique ne gagnerait-elle pas à déclarer publiquement qu'elle renonce à sauver telle ou telle espèce emblématique, en expliquant que son cas est désespéré ? Ce serait à tout le moins un signal fort.

L'heure semble donc venue de prendre des décisions pragmatiques, mais sur quels critères fonder ces décisions ? Comment dresser la liste des animaux prioritaires ? Personne ne le sait vraiment. En médecine de guerre ou de catastrophe, le choix se joue entre un être humain et un autre être humain. Or, ici, le dilemme concerne des espèces différentes. Comment quantifier leurs valeurs respectives ? Cette question, vertigineuse, n'a pas de réponse simple. Les scientifiques parviennent seulement à dégager quelques paramètres : la valeur symbolique, l'originalité génétique, le rôle écologique ou encore l'utilité pour l'homme. Infiniment discutables, ces critères sont infiniment discutés : le Noé des temps modernes n'a pas fini de se tourmenter... Néanmoins, pris dans cet élan de rationalité, les travaux de recherche commencent à se couvrir d'équations mathématiques censées fournir le nom des heureux élus, en mettant de plus en plus l'accent sur les considérations financières. En plus de l'intérêt présenté par chaque espèce et de la possibilité objective de la sauver, la question du coût du sauvetage est en effet devenue primordiale. Est-il utile de préciser que, à ce petit jeu encore balbutiant de la probabilité de survie à moindres frais, le rhinocéros de Java ou l'ours polaire se retrouvent dans les profondeurs du classement ?

Ces calculs froids ne laissent bien sûr personne indifférent. Pour les uns, une telle approche permet enfin de financer la conservation de manière explicite et rationnelle et, donc, d'aller de l'avant. Pour les autres, elle est moralement inacceptable. Ils lui reprochent en particulier d'appliquer la même logique financière que celle qui est responsable de la destruction actuelle des écosystèmes, sans laquelle la question du triage ne se poserait tout simplement pas ! Quoi qu'il en soit, cette approche ciblée, espèce par espèce, n'a, sur le plan scientifique, rien d'une panacée. Il serait peut-être bon d'adopter une perspective plus large : édifier de vastes réserves naturelles ne permettrait-il pas de protéger simultanément de nombreuses espèces, y compris certaines que nous ne connaissons pas encore ? Les partisans d'un sauvetage total n'ont donc pas encore désarmé. Ils considèrent que l'option du triage s'apparente à une forme de défaitisme, à une manière d'accepter l'inacceptable, tout en risquant de démobiliser les décideurs et les bailleurs de fonds. Pour eux, il est tout simplement encore trop tôt pour affirmer qu'il est trop tard.

Sport et dopage : perversion marchande ou rêve de surhumanité ?

Nous sommes aujourd'hui nombreux à enfiler régulièrement nos chaussures de sport pour aller courir, jouer au tennis ou disputer une partie de football, ainsi qu'à passer du temps devant nos télévisions pour admirer les exploits de notre équipe ou de notre athlète favoris. Nul ne nie que le sport est devenu un élément essentiel du monde contemporain. Pour tenter de comprendre pourquoi, il est intéressant de se pencher sur une pratique qui fait aujourd'hui l'objet de vifs débats : le dopage, excellent révélateur de ce que le succès des pratiques et des spectacles sportifs nous dit de notre société. À première vue, le dopage n'est rien de plus qu'une conséquence – inéluctable – des progrès de la technologie médicale et pharmaceutique. Des corticoïdes aux amphétamines en passant par les hormones de croissance ou l'EPO, la gamme des produits et des techniques n'a en effet, au fil des années, jamais cessé de s'étendre. Ces moyens s'avèrent au demeurant efficaces. Les gains offerts par l'usage des stéroïdes anabolisants ont ainsi été estimés à cinq dixièmes de seconde sur un sprint de cent mètres et à un mètre au lancer du poids. Minimales en apparence, ces écarts font toute la différence dans le sport de haut niveau.

Initialement, ces pratiques et ces produits n'étaient toutefois pas destinés aux sportifs. Les amphétamines, par exemple, étaient utilisées contre la fatigue et le stress par les pilotes de chasse de la Seconde Guerre mondiale. Pour qu'ils se répandent dans le sport et se généralisent à partir des années 1970, il a donc fallu des conditions politiques, sociales et économiques particulières. Le dopage a d'abord été systématisé par les régimes communistes d'Europe de l'Est, qui y voyaient un excellent moyen de propagande. Mais le phénomène n'aurait jamais atteint son ampleur actuelle sans la transformation du sport dans les pays d'économie de marché. Les progrès de la télévision faisant de certaines compétitions un spectacle de masse, et donc un support publicitaire majeur, le sport est devenu une composante cruciale du monde des affaires. La conséquence sur la pratique professionnelle est bien connue : le nombre de courses, de rencontres, de tournois disputés par les sportifs d'élite n'a plus rien de commun avec ce qu'ont connu leurs prédécesseurs. Or, lorsqu'un athlète arrive aux limites de ce que son corps peut naturellement supporter, lorsque les blessures de fatigue se multiplient, il n'est plus rentable d'intensifier encore l'entraînement et les exigences de l'hygiène de vie. Le dopage devient à ce moment logique, sinon indispensable.

Si l'on raisonne de la sorte, cependant, le sportif dopé n'apparaît que comme une victime du système, un candide manipulé par des profiteurs machiavéliques – l'ensemble des télévisions, des organisateurs et des industriels du sport qui, en gagnant de l'argent grâce à la fréquence des spectacles sportifs et au niveau de performance atteint, sont les seuls vrais bénéficiaires des risques courus par ceux qui prennent des produits illicites et dont une minorité seulement retire de cette pratique les avantages de la victoire. Pris malgré lui dans la logique de la compétition, de l'argent et des médias, le sportif ne serait donc pas autonome. Mais n'a-t-il pas choisi cette forme de vie ? N'est-il pas libre de prendre ou non certains risques au terme d'un calcul évaluant les dangers encourus à l'aune des bénéfices espérés ? En 1924, le journaliste Albert Londres avait déjà rendu compte sur le Tour de France de la consommation

de produits dopants par des coureurs : « *chloroforme pour les gencives* », « *cocaïne pour les yeux* », les frères Pélissier¹ affirmaient marcher « *à la dynamite* ». Or, cet exemple le montre : se doper ne peut pas s'expliquer seulement par la contrainte économique qui pèse aujourd'hui sur le sport de compétition. À l'époque, en effet, le cyclisme était loin d'être inscrit dans une logique marchande équivalente à celle d'aujourd'hui.

Les pratiques dopantes sont donc aussi le résultat de choix individuels mûrement réfléchis. En réalité, c'est en parfaite connaissance de cause que la plupart de ceux qui s'y adonnent mettent leur santé en danger, et ce, dans l'espoir d'une récompense avant tout narcissique. En effet, les psychologues sont unanimes à souligner que ce qui pousse les individus à vouloir se dépasser et à transgresser les limites normales de leur corps, ce sont essentiellement l'estime de soi et la reconnaissance des autres, ou la recherche de sensations exceptionnelles qui les arrachent à la banalité de la vie courante. C'est au cœur de l'action que l'individu éprouve le sentiment de s'appartenir enfin, de donner le meilleur de lui-même. Même les joggers amateurs, *a priori* motivés par le seul souci de préserver leur santé à l'écart de toute compétition, connaissent l'excitation que procure la sensation du « second souffle » et mesurent assidûment l'amélioration de leurs performances. Mais surmonter la douleur physique n'est pas à la portée de tous les hommes et est rarement tenable sur la durée.

Pour réduire cette souffrance et poursuivre la quête d'une performance que le sportif recherche pour la satisfaction individuelle qu'elle lui offre, la tentation du dopage est alors inévitable. Le prix à payer lui paraît dérisoire au regard de la quête de l'exploit. En d'autres termes, bien que dans le cas des athlètes professionnels, la pression économique soit un facteur aggravant, la pratique du dopage s'inscrirait surtout dans un registre quasi métaphysique : rechercher le vertige, atteindre une sorte d'éternité serait donc la principale motivation de nombreux sportifs, professionnels ou amateurs, comme de ceux qui les encouragent et les admirent. Le sportif serait dès lors l'incarnation par excellence de l'homme moderne qui, en s'affranchissant par la science de la soumission aux lois naturelles, s'ouvre l'espoir d'un progrès infini dans tous les domaines, de la manipulation génétique à la conquête de l'espace, se laissant ainsi séduire par l'utopie d'une « *surhumanité* ».

¹ Célèbres coureurs cyclistes français des années 1910 et 1920.

La viande, nourriture immorale ?

« Accepteriez-vous que des animaux souffrent pour votre seul plaisir ? » Posez cette question autour de vous : vos interlocuteurs, probablement offusqués, vous répondront sans doute par la négative. Pourtant, s'ils mangent régulièrement de la viande, ils devraient savoir qu'ils entretiennent une industrie qui inflige chaque année de terribles souffrances à des milliards d'animaux. Prenons les vaches. Avant d'en faire des steaks bien saignants, il a fallu les découper. Hélas, rentabilité oblige, le temps manque pour leur assurer une mort indolore. Dès lors, de nombreuses bêtes, simplement étourdies, restent conscientes pendant une bonne partie de l'opération de dépeçage. Selon la réglementation en vigueur, de telles scènes ne devraient pas se produire. Elles sont pourtant très courantes, comme l'ont révélé nombre d'enquêtes. Les conditions d'élevage des animaux de rente¹ ne sont pas moins cruelles que leur mise à mort. Les cochons, par exemple, sont des mammifères sensibles, très sociables, intelligents. Or, peu après leur naissance, leurs queues sont coupées, leurs dents meulées, et les mâles castrés, le tout sans anesthésie. Sevrés précocement, ils sont ensuite enfermés dans des enclos bondés, où ils peuvent difficilement se déplacer. L'air y est presque irrespirable et ils ne voient jamais la lumière du jour. Isaac Bashevis Singer, prix Nobel de littérature, a comparé un jour la condition des animaux d'élevage à celle des Juifs dans les camps d'extermination nazis.

Personne ne défend en soi le martyre des animaux. Comment expliquer alors la pérennité de l'industrie de la viande ? Deux arguments lui servent souvent de justification. Certains expliquent que l'alimentation carnée est une nécessité pour l'être humain et que, par conséquent, l'industrialisation de ce secteur est indispensable pour nourrir une population croissante. D'autres avancent que son maintien est nécessaire pour faire vivre une population qui en dépend économiquement. Domine ici l'idée que la souffrance des animaux est regrettable, mais nécessaire pour éviter celle des êtres humains. Ce raisonnement n'est pas sans failles. Le premier argument est tout simplement infondé. Manger de la viande n'est pas une nécessité pour être en bonne santé. Certes, une alimentation carnée est source de protéines nécessaires à l'organisme. Mais celles-ci se trouvent également dans d'autres aliments. La justification économique semble au premier abord plus sensée. Imaginons un boycott généralisé de l'industrie de la viande : des millions de travailleurs se retrouveraient au chômage. C'est oublier, toutefois, que la fermeture des abattoirs serait créatrice d'emplois dans le reste de l'industrie alimentaire. De plus, que pèse cette dégradation temporaire du niveau de vie de quelques-uns face aux souffrances sans commune mesure et sans fin des animaux si une telle industrie perdure ?

Face à la cruauté des conditions dans lesquelles les animaux de rente sont élevés et abattus, trois attitudes sont dès lors possibles. La première consiste à fermer les yeux sur la souffrance animale. C'est de loin l'attitude la plus commune, celle que la plupart d'entre nous adoptent au quotidien. La deuxième revient à prôner l'élevage traditionnel, plus respectueux du bien-être des bêtes. La recherche a montré que, dans ce type d'élevage, un animal n'est pas une chose que l'on exploite sans scrupule pour obtenir de la viande. Au contraire, un éleveur traditionnel veille au confort de ses bêtes et établit des liens affectifs avec elles. Il assure même la perpétuation des espèces concernées : si le végétarisme se généralisait, il n'y aurait pratiquement plus de vaches, de cochons ou de poules sur la surface de la Terre. Ce don de la vie a toutefois un prix : en retour, on attend de l'animal qu'il donne sa viande. Or, de nos jours, la quasi-totalité des abattoirs dépendent du complexe industriel décrit plus haut. La vache, le cochon et la poule élevés dans des conditions champêtres subiront malgré tout, comme les animaux d'élevage industriel, une fin de vie horrible.

La troisième attitude consiste, tout simplement, à refuser que des animaux soient tués pour être mangés : c'est le végétarisme éthique – par opposition au végétarisme religieux ou diététique –, qui

¹ Par **animal de rente**, on entend tout animal vertébré élevé ou détenu pour la production d'aliments, de laine, de peau ou de fourrure, ou à d'autres fins agricoles.

part du principe que tuer des bêtes, quelles que soient les conditions de leur mise à mort, revient à leur faire subir d'inutiles sévices. Les adeptes du végétarisme éthique considèrent que les souffrances effroyables que l'industrie de la viande inflige chaque année à des milliards d'animaux n'ont d'autre justification que d'enrichir ceux qui sont à sa tête et de procurer un plaisir obscène aux mangeurs quotidiens de jambon ou de poulet. Longtemps minoritaire, ce point de vue gagne aujourd'hui du terrain : un nombre croissant d'individus en sont progressivement venus à considérer l'élevage et l'abattage industriels comme moralement indéfendables. La question qui se trouve au cœur de leur argumentaire est, il est vrai, dérangeante : de quel droit l'homme se permet-il d'envoyer à l'abattoir des animaux très jeunes encore et de les priver ainsi d'une vie dont ils auraient pu jouir pleinement ?

À notre époque, les animaux apparaissent en effet de moins en moins dépourvus des qualités que possèdent les êtres humains, comme la capacité à raisonner et à ressentir des émotions. La question du statut moral des animaux qui trépassent sur les chaînes d'abattage se pose donc bel et bien : à la différence des légumes ou des pierres, ce sont, eux aussi, des êtres sensibles capables de souffrir. En réalité, s'il y a une telle incompréhension entre les carnivores et les végétariens éthiques, c'est parce que les premiers estiment que l'on peut tuer les animaux, car ce sont seulement des animaux, tandis que les seconds, dans leur très grande majorité, défendent l'idée que toutes les espèces vivantes méritent le même respect et le même traitement. Contrairement à ce dont on l'accuse parfois, cette position n'incite pas à garantir aux animaux les mêmes droits qu'aux êtres humains. Quelle personne sensée voudrait donner aux vaches le droit à l'éducation ? Mais elle invite à prendre en compte la capacité des animaux à ressentir douleur et détresse, en s'engageant notamment, dans la mesure du possible, à ce qu'ils ne souffrent plus sans nécessité.

Le cerveau humain remodelé par les nouvelles technologies

Dans une étude publiée en août 2011, une équipe de chercheurs américains a montré que nous retenons moins bien les informations que nous sommes certains de retrouver sur notre ordinateur. Beaucoup d'entre nous ont sans doute constaté par eux-mêmes ce changement dans leur manière de fonctionner : nous déléguons à la machine le soin de stocker certaines connaissances, lesquelles s'effacent alors comme par magie de notre mémoire. Les technophiles¹ s'en réjouissent : en soulageant notre mémoire des informations inutiles, les nouvelles technologies seraient à leurs yeux un nouvel instrument de libération de l'homme ; elles permettraient à notre cerveau d'être désormais disponible pour des activités cérébrales plus enrichissantes que la simple mémorisation. Pensons aux numéros de téléphone. Qu'avons-nous perdu à ne plus apprendre par cœur ces séries de chiffres que le répertoire de notre portable retient allègrement à notre place ? Qu'en est-il, par contre, des informations relatives à l'Histoire, à la science ou aux arts ? Peut-on sans conséquence se délester de tels savoirs ? L'étude susmentionnée amène à s'interroger plus largement sur les bouleversements imposés par les nouvelles technologies au fonctionnement de notre mémoire.

Les auteurs de l'étude ont fait à ce sujet plusieurs observations intéressantes. Ils ont tout d'abord montré que, placés devant des questions difficiles, tous les participants ont immédiatement pensé, comme par réflexe, à Google. Lorsque nous ne connaissons pas la réponse ou croyons ne pas la connaître, la page d'entrée du célèbre moteur de recherche devient ainsi la première chose qui nous traverse l'esprit. Google est devenu notre doudou² : en situation d'insécurité, c'est vers lui que nous nous tournons. L'étude a également montré que, si la plupart des individus oublie rapidement ce qu'ils ont écrit pour peu qu'on leur assure que le fichier sera bien conservé quelque part sur leur ordinateur, ils retiennent en revanche avec exactitude l'endroit où est situé le dossier dans lequel chaque information se trouve. Autrement dit, nous avons encore une idée du tiroir que nous venons de remplir, mais nous ignorons son contenu précis. De nombreuses conversations ne se ponctuent-elles pas désormais d'une phrase comme « *Je t'enverrai le lien* », qui permet d'éviter l'exposé confus d'une information à demi oubliée ?

Les différentes expériences menées par ces chercheurs conduisent ainsi à une même conclusion : qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, Internet a d'ores et déjà changé la façon dont nous utilisons notre mémoire en amplifiant le processus par lequel nous confions à un support extérieur le soin de stocker des informations. Pendant très longtemps, dans les cultures de tradition orale, ce processus n'a pu être confié par l'homme qu'à ses proches : la parole était l'unique moyen de partager la connaissance avec ses semblables et de la transmettre de génération en génération. Est ensuite apparue l'écriture, qui nous permet, depuis l'Antiquité, de fixer et de retrouver des connaissances en recourant à des symboles extérieurs. En prenant l'habitude de noter ses pensées et de lire celles notées par autrui, l'homme est devenu moins tributaire de sa mémoire. Ce qu'il devait naguère garder dans sa tête, il pouvait désormais le confier à des tablettes ou à des rouleaux. La naissance de l'imprimerie allait décupler ce phénomène : les livres imprimés, la bibliothèque personnelle, les journaux, les archives devinrent les annexes du cerveau. Internet, en ce sens, s'inscrit dans la continuité directe d'un processus enclenché depuis des siècles.

Cependant, c'est oublier un élément important : lorsque le livre constituait l'unique support du savoir, on ne se contentait pas de lire, on assimilait ce qu'on lisait. Érasme (1466-1536) recommandait ainsi à ses étudiants de tenir un recueil de citations, afin de se souvenir plus facilement des « *mots frappants, tournures brillantes, adages, exemples et remarques piquantes méritant d'être retenus.* » On est loin du flux de mémorisation à court terme et d'informations jetables dans lequel nous baignons actuellement. Les humanistes voyaient, il est vrai, dans le processus de mémoire autre chose qu'une simple accumulation de données : mémoriser, c'était

¹ Un technophile : un passionné des nouvelles technologies.

² Un doudou : objet choisi par un jeune enfant pour se rassurer.

avant tout se donner la possibilité de faire émerger, en fin de compte, une pensée propre, une idée nouvelle. Aujourd'hui, notre point de vue est tout différent. Avec l'essor des intelligences artificielles et l'émergence de supports de plus en plus variés permettant de capter et de stocker l'information, la mémoire est peu à peu descendue de son piédestal. Cette perte de prestige de la mémorisation a commencé au milieu du XXe siècle : les enseignants favorables aux méthodes nouvelles en bannirent la pratique en classe, y voyant le vestige d'une époque moins éclairée. Longtemps censée stimuler la perspicacité et la créativité, la mémorisation fut soudain considérée comme un obstacle à l'imagination, puis, tout simplement, comme un gaspillage d'énergie mentale.

Ayant constaté que la fréquentation intensive d'Internet émousse les facultés d'attention et de concentration, certains dénoncent aujourd'hui ce raisonnement. Pour eux, chaque fois que notre mémoire augmente, notre intelligence s'accroît. Penser le contraire, c'est supposer à tort que notre cerveau est semblable à un disque dur, qu'il vaut mieux ne pas trop encombrer sous peine de *bug*. Or, une mémoire artificielle, fût-elle la plus sophistiquée, est loin de ressembler à un cerveau humain, dont les avancées scientifiques les plus récentes ont montré qu'il était un chantier permanent, aux possibilités potentiellement illimitées, les connexions neuronales se créant et se défaisant sans cesse au gré de nos apprentissages, à tel point que nous sommes, à tout moment, « anatomiquement » modifiés par nos pratiques. D'un point de vue neurologique, un cerveau qui surfe à longueur de journée apprend ainsi à se laisser distraire pour traiter l'information très vite et très efficacement, mais sans attention soutenue. Il n'a donc pas le même profil qu'un cerveau habitué à résoudre des équations complexes ou à courir de longues distances. Cela ne signifie pas qu'il soit pire ou meilleur – mais différent, très certainement. Voilà sans doute pourquoi nombre de personnes ayant une pratique assidue de la Toile éprouvent parfois une nostalgie de leur « ancien cerveau » – celui qui, plutôt que de passer sans cesse d'une information à l'autre, était en mesure de soutenir une conversation réelle ou de se concentrer sur un texte long.

La vitesse est morte, l'accélération continue

Pendant cinq mille ans, seule sa plus noble conquête, le cheval, a permis à l'homme d'aller plus vite que lui-même ; encore lui fallait-il dix jours pour traverser en diligence un pays comme la France. Pour que nous nous éprenions vraiment de la vitesse, il faut en fait attendre les tout premiers trains, au début du XIXe siècle. Beaucoup considèrent que la course aux records est officiellement lancée ce jour de septembre 1825 où la locomotive de l'ingénieur anglais Stephenson atteint, dans une descente, quarante kilomètres à l'heure. À partir de là, la passion de la vitesse s'empare de l'humanité – après les trains viendront les automobiles, les avions, les fusées – et mobilise, génération après génération, son inventivité, avec des résultats remarquables. La mondialisation, par exemple, n'aurait guère été possible sans le développement de ces moyens de transport qui, toujours plus rapides et confortables, toujours moins onéreux, ont largement contribué à réduire les distances et à rapprocher les peuples. La même obsession – aller toujours plus vite – est au cœur de la révolution industrielle : depuis ses débuts, les ingénieurs n'ont eu de cesse de réduire les temps de production et de distribution, chaque gain de productivité, aussi infime soit-il, étant susceptible d'assurer sur la concurrence une marge décisive.

Ces prouesses ont tenu le XXe siècle en haleine, permis à certains, tel Henry Ford ¹, d'accumuler des fortunes considérables et à d'autres, de Charles Lindbergh ² aux frères Schumacher ³, d'entrer dans la légende. Pourtant, à l'orée du XXIe siècle, le 25 juillet 2000, les médias ont annoncé la mort de la vitesse. Le Concorde ⁴ qui s'est écrasé ce jour-là sur un hôtel de Gonesse, à 16 km au nord-est de Paris, a marqué de façon spectaculaire la fin d'une fascination qui s'exerçait sans discontinuer depuis 175 ans. Depuis, tout semble ralentir ou stagner. Les avions se savent condamnés à plafonner sous la vitesse du son. Les automobiles, contrôlées par les radars, freinées par les encombrements et bridées par les économies d'énergie, se traînent en moyenne à la moitié de leurs performances théoriques. Même les armateurs en viennent à réduire de 10 % l'allure de leurs cargos, pour qu'ils consomment moins à trajets comparables. Seuls les trains parviennent encore à raccourcir nos trajets, moins cependant par leur vitesse de pointe, qui n'excédera plus guère les trois cents kilomètres à l'heure, que grâce à la construction de nouvelles lignes aux tracés plus directs. La vitesse, à notre siècle, peut encore faire vibrer des individus, mais elle a cessé d'être une passion collective.

En réalité, la vitesse n'est pas vraiment morte, elle s'est seulement dématérialisée, ce qui la rend plus difficile encore à maîtriser ou même à suivre. On le sait, la vitesse de la lumière constitue, dans notre univers, un absolu indépassable. Or, c'est précisément à cette vitesse – trois cent mille kilomètres à la seconde – que circulent les ondes qui portent désormais nos communications. À de tels ordres de grandeur, nous ne sommes plus dans la course : certaines opérations de nos ordinateurs se déroulent avec une telle rapidité qu'un esprit humain perd toute capacité d'intervenir dans leur déroulement. Ces considérations sont loin d'être marginales ou anecdotiques : ainsi, désormais, plus des deux tiers des transactions financières, chaque jour, sont réalisées par des machines capables de passer des ordres en Bourse et de les défaire en quelques millisecondes. Il nous reste heureusement la capacité de programmer les systèmes informatiques avec des sécurités

-
- 1 Henry Ford (1863-1947) est un industriel américain, concepteur d'une méthode industrielle basée sur la production en série.
 - 2 L'Américain Charles Lindbergh (1902-1974) est le premier pilote d'avion à avoir traversé l'océan Atlantique en solitaire et sans escale.
 - 3 Michael et Ralf Schumacher sont deux célèbres coureurs automobiles allemands.
 - 4 Le Concorde est l'un des deux seuls avions de ligne supersoniques à avoir été produits. Il était le symbole par excellence de notre fascination pour la vitesse.

automatiques, mais plusieurs incidents – depuis 2008 et le krach des *subprimes*⁵, nous savons par exemple que le secteur financier présente des risques d'ordre systémique⁶ à l'échelle de la planète – ont prouvé que rien ne garantissait le risque zéro.

Le plus décisif se joue peut-être dans notre quotidien. Laissant très loin derrière elle les poussifs transports des personnes et des objets, une nouvelle norme s'est imposée ces dix dernières années, grâce à la généralisation planétaire d'Internet, des ordinateurs individuels et des téléphones portables. L'ère du numérique met à la disposition de tous des moyens de connaissance, de communication, de transaction commerciale, d'organisation de la vie autrefois réservés à une élite privilégiée. Tout ou presque se joue en direct, en instantané. La quête de la vitesse n'a plus de sens puisque l'essentiel nous est accessible dans l'immédiat. Elle a ainsi trouvé son aboutissement paradoxal : l'immobilité. À part les contacts physiques, tout, en effet, peut se faire à distance. Si l'on peut commander presque tout ce dont on a besoin sur la Toile, si l'on peut voir ses interlocuteurs aux antipodes, si l'on peut échanger des dossiers, conclure des affaires d'un simple clic, pourquoi se déplacer ? C'est, au sens le plus vrai, une révolution des modes de vie et des relations économiques, dont nous commençons seulement à découvrir l'ampleur.

Mais le plus troublant, c'est que, si la vitesse est devenue obsolète, l'accélération n'en continue pas moins. La pression sur notre temps s'accroît, de même que le sentiment d'être débordés par les tâches à accomplir et les informations à traiter dans les délais qui nous sont impartis. Les performances stupéfiantes des « facilitateurs de vie » numériques n'ont donc pas desserré l'étau autour de notre temps, le flux d'informations dont nous sommes continûment bombardés dépassant les capacités de traitement et de compréhension de nos cerveaux. Le rapport entre l'homme et la machine n'a jamais été facile. Le stress est une vieille connaissance puisqu'il est né avec la civilisation industrielle. Mais, aujourd'hui, les instruments de l'accélération ne se rencontrent plus seulement à l'usine ou au bureau, ils sont chez nous, à la maison, voire dans nos poches. D'un côté, ils rendent nos journées plus haletantes ; de l'autre, ils nous mettent en situation de dépendance, le plus souvent de notre plein gré. Même si elle pouvait nous coûter la vie, la vitesse de nos bolides et de nos records avait une dimension ludique. L'accélération contemporaine, à l'inverse, est généralement ressentie comme l'emballement d'un manège devenu fou. Faute de pouvoir sauter en marche, il incombe à chacun de trouver des parades au quotidien pour ne pas tomber dans cette folie collective.

5 Le krach des *subprimes* est une crise qui a touché le secteur des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis à partir de juillet 2007 et qui est considérée aujourd'hui comme le point de départ de la crise financière et économique qui a entraîné, ces dernières années, une récession touchant l'ensemble de la planète.

6 On appelle risque systémique le risque qu'un événement particulier entraîne par une réaction en chaîne des effets négatifs considérables sur l'ensemble du système pouvant occasionner une crise générale de son fonctionnement.

Comme des loups déchaînés

Dans un décor de hall industriel, trois harceleurs malmènent l'un de leurs collègues. La victime est raillée, violemment bousculée, puis ficelée sur des palettes à l'aide de ruban adhésif. Une vingtaine de personnes, dont deux contremaîtres, assistent aux faits. Comme c'est trop souvent le cas, hélas, dans pareille affaire, personne n'intervient. Confrontés à ces pénibles humiliations, la plupart des témoins s'efforcent même de rire. Nombreux sont ceux qui, fin 2010, ont été exposés, via les médias, à ces faits choquants, survenus dans une entreprise de Soignies en 2004. Il aura fallu qu'une vidéo amateur sordide passe en boucle à la télévision et que la victime témoigne face à la caméra – cet homme humilié faisant preuve, par là, d'un courage remarquable – pour que soit relancé, dans notre pays, le débat sur le harcèlement moral et la violence au travail. Le fait que ces actes soient prescrits et que divers arrangements aient permis aux coupables de s'en sortir – certes avec déshonneur – ne change rien au fond de l'affaire : il est sidérant qu'un tel délit, si ordinaire dans sa monstruosité, puisse encore avoir lieu. Quel plaisir, en effet, un être humain peut-il trouver dans la destruction émotionnelle d'autrui ?

« Destruction émotionnelle », l'expression peut sembler forte. Pourtant, six ans plus tard, la victime en bégaye encore ; c'est là une manifestation du stress post-traumatique causé par les vexations interminables qu'elle a subies. On aimerait croire que des blessures émotionnelles aussi profondes constituent une exception, mais les chiffres révèlent une vérité plus dure : entre 8,5 et 15 % des gens seraient confrontés un jour ou l'autre à une forme de harcèlement sur leur lieu de travail et ce type de comportements aurait des conséquences extrêmement sévères pour 3,5 % d'entre eux. Les comptes sont simples à faire : puisque, en ce moment, il y a un peu moins de 4,5 millions de Belges qui travaillent, entre 382 000 et 675 000 d'entre eux ont été ou seront un jour victimes d'un harcèlement, dont plusieurs milliers garderont de graves séquelles. Ces séquelles risquent en outre d'en causer d'autres, les conséquences du harcèlement ne manquant pas d'affecter aussi l'entourage de la victime. Jour après jour, durant des années peut-être, ses proches devront en effet veiller sur un être épuisé, meurtri, brisé.

La question du profil des victimes a déjà fait couler beaucoup d'encre. On trouve leurs histoires en abondance sur les sites Internet des diverses organisations qui s'occupent de les accueillir. Dans les grandes lignes, on peut avancer ceci : celui qui est, d'une quelconque manière, différent du groupe dans lequel il atterrit court un risque plus élevé que les autres. Le fait d'être plus jeune ou plus âgé, d'avoir une intelligence supérieure ou inférieure à la moyenne, une autre orientation sexuelle, un handicap, des origines étrangères, voire tout simplement d'autres goûts musicaux : tous ces facteurs peuvent être déclencheurs de harcèlements. Décrire un prototype de harceleur semble, en comparaison, une tâche extrêmement difficile. Sur les harceleurs et sur leurs motivations, la documentation est beaucoup plus rare, comme si les psychologues peinaient à mettre en évidence ne fût-ce que quelques généralités sur la structure de la personnalité des auteurs de tels faits. Les cataloguer comme des sadiques ou des psychopathes serait trop facile. Il existe probablement des gens dont la nature est de se comporter de manière agressive ou intimidante. Mais tous les harceleurs ne font pas partie de cette catégorie, loin de là. C'est pourquoi, plutôt que de tenter d'esquisser un hypothétique profil psychologique, il serait intéressant de rechercher les mécanismes qui déclenchent le harcèlement.

Apparemment, le premier facteur de risque, c'est le stress. Une charge de travail excessive, un manque d'empathie de la part des employeurs, des possibilités insuffisantes de récupérer, même temporairement, peuvent conduire à un désinvestissement des travailleurs. Ceux-ci décrochent, se désintéressent des activités collectives et dénigrent de plus en plus souvent tout ce qui a un rapport avec le travail. Que d'autres n'adoptent pas la même attitude les frustre. Et c'est à ce stade que tout

commence : une blague innocente, une bourrade, un commentaire mal intentionné suffit parfois à déclencher le processus. Par ailleurs, il va de soi que des conflits relationnels peuvent également être déclencheurs de harcèlements. Celui qui n'est pas prêt à discuter de manière constructive se lancera souvent tête la première dans des conflits visant à obtenir gain de cause à tout prix, en s'en prenant directement à la personne concernée, mais aussi de manière plus subtile, par des commérages ou en tentant de gagner d'autres personnes à sa cause. Mais l'élément qui, *in fine*, semble le plus déterminant, c'est la culture d'entreprise : si la direction n'accorde aucune importance aux relations sociales, si elle ne s'intéresse qu'aux performances et aux résultats, si elle n'exerce aucun contrôle sur le comportement des travailleurs entre eux, elle contribue à créer un climat favorable au harcèlement.

Dans de telles conditions, même des personnes tout à fait normales sont susceptibles de déraiper. On se souvient de ces militaires américains qui ont torturé des détenus dans la prison irakienne d'Abou Ghraïb¹. Eux aussi étaient considérés par leur entourage comme des personnes ordinaires et même sympathiques. Mais personne ne contrôlait leurs actes et il n'y avait aucune culture interne pour condamner leurs exactions. Il semble que nous soyons toujours moins rationnels que nous ne le souhaiterions. En l'absence d'un leader ferme et bienveillant, nous avons tendance à nous comporter comme une bande de loups déchaînés, prêts à déchiqueter le loup boiteux de la meute. Dans la pratique, nous avons beaucoup de mal à échapper à la dynamique du groupe, ce qui explique le comportement *a priori* aberrant des suiveurs, des témoins silencieux, de tous ceux qui détournent le regard ou qui ricanent à contrecœur. Il y a comme une logique perverse derrière ce phénomène : le fait que la responsabilité soit partagée fait en sorte que nous nous sentons moins responsables. Il faut l'avouer, tout cela ne donne pas de l'humanité une image très rassurante. Affronter ce triste constat, pourtant, s'avère un préalable indispensable avant de commencer à chercher des réponses à la seule question qui vaille la peine d'être posée : comment arriver à ce que s'interpose celui qui en a la possibilité ?

¹ Allusion à un scandale déclenché, en 2004, par la diffusion dans les médias de photographies montrant des détenus irakiens humiliés par des militaires américains.

Du mythe à la digue : l'homme face à la catastrophe naturelle

En ce 24 août 79, les habitants de Pompéi s'apprêtent à vivre une nouvelle journée. Ils ignorent que ce sera pour eux la dernière. Après 1 500 ans de silence, le Vésuve vient en effet de se réveiller, ensevelissant, en moins de vingt-quatre heures, la ville sous plusieurs mètres de cendres et de magma. Dans l'Empire romain, c'est la stupéfaction. Grâce aux poètes, qui continuent de l'évoquer pendant des décennies, cette éruption volcanique est aujourd'hui la mieux connue de l'Antiquité. Elle n'est pourtant pas la seule, ni même la plus puissante. Seize siècles plus tôt, au cœur de la mer Égée, l'éruption du Santorin, suivie d'un raz-de-marée, fut bien plus violente. Or, de cette catastrophe, la littérature antique ne fait mention nulle part. Loin d'avoir été effacé de la mémoire collective, le récit de l'événement aurait en fait été transmis oralement avant d'inspirer, des siècles plus tard, le mythe de l'Atlantide. Selon une hypothèse récente, la Bible y ferait elle-même indirectement allusion à travers les plaies d'Égypte : les cendres émises par le Santorin, cendres dont on a effectivement retrouvé la trace dans les sédiments du Nil, ont pu teinter le fleuve de rouge, assombrir le ciel pendant plusieurs jours et provoquer un dérèglement du régime des pluies à l'origine du pullulement des moucheron, des batraciens et des sauterelles, autant de calamités mentionnées par l'Ancien Testament.

Dans leur tentative de faire concorder géologie et mythe biblique, les chercheurs n'en sont d'ailleurs pas à leur coup d'essai. À la fin des années 1990, ils ont ainsi suggéré que le déversement de la Méditerranée dans la mer Noire, il y a 7 500 ans, suite à l'effondrement du barrage rocheux du Bosphore, serait à l'origine du mythe du Déluge. Pour d'autres, ce sont plutôt les crues des fleuves qui auraient inspiré ce mythe, ou plutôt ces mythes. Car, des Sumériens aux Incas, des Pygmées aux Mongols, tous les peuples se racontent peu ou prou la même histoire. Au centre de l'Inde, il est fait état de douze années de pluie provoquées par un dieu qu'un chacal avait offensé. Aux îles Palau, dans le Pacifique, le déluge aurait été orchestré par les dieux en réponse au vol des étoiles. Cette universalité trouve son origine dans la confrontation de presque toutes les sociétés humaines aux crues et aux inondations. Penser la catastrophe, lui donner un sens, voilà un défi auquel sont confrontées un jour ou l'autre toutes les civilisations : les mythes, souvent, ne sont rien d'autre que la dramatisation d'événements bien réels.

Le récit permet donc d'expliquer l'inexplicable, souvent par quelque punition divine qu'aurait suscitée le comportement des hommes. Chez les Grecs anciens, les tremblements de terre étaient liés aux colères du dieu Poséidon. En Chine, les catastrophes naturelles témoignant de la réprobation du Ciel envers les dirigeants en place, il n'était pas rare qu'un cyclone ou une période de sécheresse amène la disgrâce d'une dynastie. Le monde judéo-chrétien ne fait pas exception : le fléau de Dieu y fut également l'explication première des catastrophes, considérées tantôt comme un châtement, tantôt comme un avertissement, un signe annonciateur de guerres ou d'épidémies. Au-delà des dégâts physiques, la catastrophe contient donc un message, que les croyants essaient d'interpréter pour modifier leur comportement. Cette explication divine n'est en rien synonyme de fatalité. La religion permet au contraire à la population de rebondir. Elle contribue à reconstituer l'unité du groupe et propose des règles de comportement pour mieux se protéger à l'avenir. Ainsi, les processions – comme celle qui, depuis le séisme de 1708, est organisée chaque année à Manosque, dans les Alpes-de-Haute-Provence, pour remercier la Vierge d'avoir épargné la vie des habitants – étaient un rappel efficace, dans des sociétés peu alphabétisées, d'un danger bien réel.

Parallèlement à ces rituels se mettent progressivement en place des mesures plus pragmatiques. Ainsi, dès avant le IX^e siècle, les habitants des futurs Pays-Bas construisent leurs premières digues tandis qu'au Japon, habitations traditionnelles et pagodes sont conçues pour résister aux tremblements de terre. L'invocation de colères divines n'a d'ailleurs jamais empêché les hommes de tenter d'expliquer les mécanismes physiques qui sous-tendent les catastrophes. Ainsi, l'homme fait très vite le rapprochement entre les cycles lunaires et les marées ou entre la pluie qui tombe et les

fleuves qui débordent. Pendant longtemps, interprétations religieuses et scientifiques ne sont d'ailleurs pas incompatibles. Ce n'est qu'à partir du milieu du XVIII^e siècle que les premières seront réellement mises à mal. En 1755, un terrible séisme frappe Lisbonne. Le bilan est lourd : 50 000 morts. Mais les ravages sont tout aussi perceptibles dans la conscience des survivants. Une rupture se crée dans la façon dont sont appréhendées les catastrophes naturelles. Pour la première fois, certains philosophes les jugent inadmissibles. Voltaire, pour qui rien ne justifie autant de souffrance, s'oppose violemment aux philosophes de l'optimisme qui, à l'instar de Rousseau, considèrent notre monde comme le meilleur des mondes possibles, le mal n'étant que le pendant nécessaire du bien.

Corollaire de cette distance qui s'installe entre Dieu et ce qui se passe ici-bas, l'idée s'impose selon laquelle c'est à l'homme de lutter contre le mal. L'État prend de plus en plus de place dans la prise en charge de la catastrophe. À la gestion locale, souvent orchestrée par les curés et les prêtres, succède une gestion nationalisée, dirigée par le monarque ou ses ministres. Des concours d'idées sont lancés pour prévenir le retour de la catastrophe. Même Rousseau apporte sa contribution : en rétorquant à Voltaire que « *si les habitants de cette grande ville eussent été dispersés plus également, et plus légèrement logés, le dégât eut été beaucoup moindre, et peut-être nul* », il pointe pour la première fois la responsabilité de l'homme, non plus morale, mais concrète, question qui demeure d'une brûlante actualité. Car, aujourd'hui encore, de tels échanges ont lieu entre ceux, héritiers d'une vision technologique et triomphante, qui tentent de dompter la nature et ceux qui préfèrent s'y adapter. Ainsi, alors que les Vénitiens construisent un gigantesque système d'écluses censé stopper le phénomène de l'*acqua alta*¹, les Néerlandais, de leur côté, ont décidé de rendre plusieurs polders, ces terres qu'ils avaient gagnées sur la mer, à cette dernière. Face à la menace d'une élévation du niveau des eaux, consécutive au réchauffement climatique, deux visions, on le voit, continuent de s'affronter.

¹ Le terme *acqua alta* (« hautes eaux ») désigne, dans la lagune de Venise, un phénomène de pic de marée particulièrement prononcé. Ce phénomène est fréquent en automne et au printemps, la marée haute inondant régulièrement les parties basses de la ville, comme la place saint-Marc.

Internet, menace pour la presse

Situé sur une avenue prestigieuse de Washington, à deux pas de la Maison-Blanche, c'est un gigantesque bloc de verre et de marbre, qui compte sept étages, quatorze galeries et quinze salles de conférence entièrement dédiés à l'histoire du journalisme : depuis l'inauguration du Newseum, au printemps 2008, la presse a son musée. À moins qu'il ne s'agisse de son mausolée : les journaux américains enregistraient en effet la même année une chute historique de leurs ventes, ce qui conduisit au licenciement de quelque 16 000 journalistes. Certains n'y ont vu qu'une mauvaise coïncidence, d'autres le signe d'un destin irréversible. Combien de lecteurs, en effet, se donnent encore la peine de déboursier quelques pièces dans un kiosque à journaux ? Consultation des courriels, conversation en ligne, lecture rapide des titres du jour sur l'écran de son ordinateur : toutes ces habitudes mordent sur le temps consacré à la lecture d'un quotidien. Du point de vue des usages, les années 2000 marquent donc un tournant, peut-être irrévocable, la lecture du journal imprimé cessant d'être, pour reprendre le mot de Hegel¹, « *la prière du matin de l'homme moderne* ».

Trois transformations majeures semblent avoir particulièrement affecté les quotidiens au cours des dix dernières années : la gratuité de l'information, tout d'abord, avec les succès parallèles d'Internet et des journaux gratuits ; la désaffection, ensuite, d'une partie des lecteurs, notamment des plus jeunes ; la migration, enfin, du marché de la publicité et des petites annonces vers Internet. Forts de ce constat, certains essayistes croient déjà entendre sonner le glas de la presse écrite. Le puissant patron de News Corp.² a même fixé la date des funérailles : le dernier quotidien imprimé, assure-t-il, disparaîtra au mois d'avril 2040. Dans les salles de rédaction comme dans les colloques universitaires, une question, brutale, revient dès lors avec insistance : Internet tuera-t-il la presse ? Certes, la thèse d'une mort annoncée peut paraître excessive. À ce jour, aucun média n'a eu la peau de ses prédécesseurs, et le succès des journaux gratuits montre précisément qu'il n'existe pas de réel désintérêt du public pour le support papier. Les faits, toutefois, semblent confirmer les prédictions les plus sombres. Aux États-Unis, qui furent à l'avant-garde du phénomène, des dizaines de publications, parfois centenaires, ont stoppé les rotatives³ ou ne vivent plus que sur Internet. Même le prestigieux *New York Times*, pris dans la tourmente, a hypothéqué son siège social... Et le vent de panique, qui déferle depuis trois ans sur la presse américaine, de souffler aussi, désormais, sur une partie du marché européen, confronté à des difficultés voisines.

Si le phénomène Internet bouleverse donc bel et bien l'économie de la presse, il ne doit cependant pas masquer une tendance plus profonde : l'intérêt de nos sociétés pour l'information s'érode chaque année. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à en rendre les journalistes partiellement responsables. La valeur de leur travail réside, on le sait, dans leur capacité à distribuer le savoir des autres. Or, avec le développement des blogs et des réseaux sociaux, les professionnels de l'information ont perdu ce monopole. Chacun peut se connecter à Internet pour y diffuser des textes, des sons, des images, souvent d'excellente qualité, les internautes établissant leur propre hiérarchie de l'information, en fonction de leurs centres d'intérêt et de leurs pages favorites. Pourtant, alors même que leur métier paraît menacé, les journalistes professionnels continuent à travailler comme ils l'ont toujours fait. Pire, déplorent les plus sévères, la pratique journalistique tend à se standardiser : la plupart des rédacteurs utilisent les mêmes sources, posent les mêmes questions et produisent les mêmes articles, parfois de simples dépêches d'agence à peine retouchées. Par conséquent, tous ceux qui se sont penchés sur l'avenir des journaux parviennent à la même conclusion : pour espérer survivre, la plupart des organes de presse sont aujourd'hui contraints de réinventer complètement leur manière

1 Philosophe allemand (1770-1831).

2 Présent sur tous les supports médiatiques (presse, télévision, édition, radio, Internet), News Corp. est considéré comme le groupe de médias le plus puissant et le plus influent au monde.

3 Une rotative est la machine qui permet d'imprimer les journaux.

de produire et de diffuser l'information.

Après avoir fait figure de fossoyeur, Internet pourrait d'ailleurs constituer la planche de salut d'une presse moribonde. Le journalisme en ligne bénéficie en effet de sérieux atouts. Moins coûteux, plus réactif, il offre la possibilité d'inventer de nouvelles formes d'écriture et de conquérir de nouveaux publics. Surtout, par son interactivité, il renoue un lien entre le journaliste et le lecteur. Le seul problème réside dans le fait que le journalisme de qualité coûte cher et qu'Internet rapporte peu. Selon une étude récente, un journal qui choisirait de ne plus publier que sur Internet économiserait 65 % de ses dépenses... mais perdrait 90 % de ses recettes, les internautes ayant intégré depuis longtemps l'idée selon laquelle l'actualité, sur la Toile, est gratuite. Quelques pionniers ont contourné cet écueil en créant de nouvelles structures, légères et indépendantes, proposant par exemple des enquêtes exclusives publiées uniquement sur Internet. Des plateformes numériques communes aux journaux commencent aussi à voir le jour : en échange d'une souscription, elles proposent à leurs abonnés la diffusion d'une sélection des meilleurs articles de presse. Les analystes s'accordent à dire que les sites d'information payants, s'ils proposent un contenu pointu, à haute valeur ajoutée, sont en mesure de trouver un public.

Les tâtonnements actuels ouvrent donc des pistes prometteuses pour le journalisme, quel que soit son support de publication. Sur Internet comme dans les kiosques, il y aura certes quelques morts, mais aussi des naissances – et des renaissances – enthousiasmantes. « *Tous journalistes !* » : ce slogan aujourd'hui en vogue démontre paradoxalement qu'il existe un vrai métier de journaliste, qui, au prix d'une profonde redéfinition, devrait sortir vainqueur de l'actuelle confusion. On aura en effet de plus en plus besoin de professionnels pour s'y retrouver dans le dédale des informations mises en ligne et des innombrables prises de parole à disposition. Ces professionnels auront à trouver le juste équilibre entre un journalisme à l'ancienne, nourri d'enquêtes, de reportages et d'expertise, et les pratiques liées aux nouvelles technologies – information en temps réel, discussions et débats en ligne, intégration de la vidéo, du son et des liens hypertextes. Avec l'arrivée sur le terrain et dans les rédactions d'une nouvelle génération de journalistes, cette réinvention a d'ores et déjà commencé.

Civilisations : de la crise à l'effondrement

Comment des États riches et puissants, aux souverains redoutés et aux monuments grandioses, ont-ils pu disparaître complètement de la surface de la Terre au point que parfois la signification même de leurs ruines a sombré dans l'oubli ? La question a fasciné toutes les époques, l'inquiétude de chacun face à l'avenir de son propre monde n'étant certainement pas étrangère à cette fascination. Le véritable travail historique sur la question ne commence toutefois qu'au XVIII^e siècle, sous l'effet de la multiplication des voyages au Proche-Orient et des vestiges antiques qui y furent découverts. La majorité des historiens s'accorde à penser que c'est l'Anglais Edward Gibbon, avec son *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain* (publiée entre 1776 et 1789) qui ouvre véritablement le bal de l'investigation sur la chute des civilisations. Historien rigoureux préférant systématiquement les témoignages d'époque aux sources secondaires, Gibbon attribue la chute de Rome à un affaiblissement du sens civique et des vertus morales, établissant notamment un lien entre cette décadence et le triomphe d'un christianisme qui aurait détaché les Romains du présent en leur faisant espérer le salut dans l'au-delà ! Une thèse audacieuse qui, déjà, révèle une tendance permanente : celle des historiens à examiner le passé à la lumière des problèmes de leur époque, voire à attribuer les effondrements qui eurent lieu autrefois aux phénomènes qui les préoccupent dans le présent.

Cette tendance, le XIX^e siècle ne la démentira pas. Époque d'intense agitation sociale en Europe, il voit les grands penseurs révolutionnaires d'alors relire l'histoire des sociétés et de leur chute à la lumière de la lutte des classes. Selon eux, toute civilisation repose sur l'existence d'un volume de richesses supérieur aux besoins élémentaires des individus. La société se divise alors en classes sociales qui se disputent cet excédent. Selon l'issue de ces conflits économiques, les sociétés connaissent un renouveau ou, au contraire, se consomment en affrontements internes jusqu'à périr. Les guerres coloniales puis le conflit de 14-18, qui marque à bien des égards l'entrée dans le XX^e siècle, imprimèrent ensuite leur marque sur ceux qui s'efforçaient de penser l'Histoire. Ainsi, le philosophe allemand Oswald Spengler échafaude une théorie cyclique des civilisations. Celles-ci sont pour lui des sortes d'organismes culturels, qui parcourent, en mille ans, les mêmes étapes que les organismes vivants : jeunesse, maturité, vieillesse et mort. C'est ainsi qu'il considère la civilisation occidentale comme entrant dans sa phase de déclin : « *Le XIX^e et le XX^e siècle, jusqu'à présent considérés comme le point culminant d'une ligne ascendante que tracerait l'histoire du monde, ne sont en réalité qu'un stade d'existence qui a été parcouru par toute culture ayant mûri jusqu'à atteindre sa limite.* »

Les idées de Spengler connurent un extraordinaire engouement dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. Il influença d'ailleurs son grand successeur dans l'étude de la chute des civilisations, l'historien anglais Arnold Toynbee, auteur d'une monumentale *Étude de l'Histoire*, parue entre 1934 et 1961. Pour Toynbee, les sociétés réagissent à des défis externes en croissant et en se développant dans une direction particulière. L'organisation politique complexe de Sumer¹ résulta par exemple de la nécessité de mettre sur pied un réseau d'irrigation pour que la société survive dans un environnement aride. À la différence de Spengler, Toynbee pense que la chute n'est pas une fatalité, mais dépend des choix que fait la société face aux défis qu'elle rencontre : lorsque les élites dirigeantes perdent leur créativité, l'effondrement est proche. Toynbee comme Spengler se sont toujours heurtés à l'hostilité de la communauté des historiens, qui, spécialistes par définition d'une période et d'une région particulière, sont naturellement réticents aux grandes généralisations. Dans différentes régions, les sociétés se sont développées de manières différentes, ont été confrontées à des environnements différents, des climats différents. Pourquoi faudrait-il qu'il existe des formes communes d'ascension et de chute ? La plupart des fins de civilisation, encore aujourd'hui, sont donc majoritairement attribuées par les historiens à un facteur local particulier : guerre, épuisement des ressources, catastrophe naturelle, dommages écologiques, troubles politiques, etc.

¹ Sumer : civilisation mésopotamienne du IV^e millénaire avant J.-C.

À la fin des années 1980, un Américain, Joseph Tainter, critique cet éparpillement des explications et élabore une explication générale de la chute des civilisations : « *Lorsqu'elles sont confrontées à un problème, les sociétés humaines le surmontent presque toujours en accroissant la complexité de leur technologie, de leur économie ou de leur organisation sociale. Cette complexité génère des bénéfices, mais en même temps elle a un coût. Or, le rapport coût/bénéfice n'est pas constant : les bénéfices tendent à décroître relativement aux coûts, ne serait-ce que parce que les mesures les plus avantageuses sont prises en premier.* » Pour Tainter, c'est de cela que résulte l'effondrement – qui est, au fond, une forme de simplification de la société, visant à réduire ses frais de fonctionnement. Il juge que la société actuelle a atteint un niveau de complexité sans précédent, dont elle a pu acquitter le coût uniquement grâce à la subvention qu'ont fournie les combustibles fossiles. Or, ceux-ci s'épuisant, une simplification radicale devient inévitable. Les thèses de Tainter, qui ont bien plus de crédit auprès des historiens que les développements souvent abstraits de ses prédécesseurs, ont inspiré toutes sortes de travaux théoriques, preuve de leur fécondité. Mais elles sont désormais quelque peu éclipsées par l'irruption d'un charismatique nouveau théoricien de l'effondrement, l'écologiste Jared Diamond.

La popularité de ce dernier n'a rien de surprenant : dès les années 1960, lorsqu'on a pris la mesure de la gravité des problèmes posés par la croissance, de plus en plus d'historiens ont mis en avant les facteurs écologiques dans leur analyse de tel ou tel effondrement sociétal. Diamond, biologiste et évolutionniste de formation, s'efforce de donner toute sa place à ce facteur, tout en échappant à une vision exagérément déterministe² qui voudrait que l'environnement explique tout. Pour lui, il y a certes des cas presque « *chimiquement purs* » de suicide écologique, par exemple celui des habitants de l'île de Pâques, ruinés par le déboisement intégral de leur île. Mais le plus souvent, le problème serait multifactoriel. Diamond propose donc une sorte de grille à plusieurs entrées pour expliquer ce qui peut faire disparaître une civilisation : « *Quatre facteurs peuvent se révéler significatifs ou pas pour une société donnée : dommages environnementaux, changements climatiques naturels, voisins hostiles ou perte de partenaires commerciaux amicaux. Le cinquième facteur, la réponse apportée par une société à ses problèmes environnementaux, est, quant à lui, toujours significatif.* » On ne peut qu'être frappé de ce que cette grille d'analyse – où l'environnement joue un rôle clé, sans que la culture, l'économie ou la politique soient oubliées – fasse écho au concept de développement durable, avec ses trois piliers que sont la protection de l'environnement, l'équité sociale et l'efficacité économique. D'ailleurs, le développement durable ne nous est-il pas aujourd'hui présenté, à juste titre ou non, comme la seule parade... à l'effondrement ?

² Le déterminisme est une conception philosophique selon laquelle il existe des rapports de cause à effet entre les phénomènes physiques, les actes humains, etc.

Peut-on parler d'êtres primitifs ?

On parlait autrefois des *sauvages*, et le terme semblait clair : étymologiquement, le sauvage est l'habitant des forêts ¹ ; au fil du temps, le terme a plus généralement désigné l'être humain barbare et farouche menant une vie étroitement liée à la nature. Mais, outre que les peuples désignés par ces termes ne vivent pas nécessairement en forêt, le mot sauvage a pris fort tôt un sens figuré, devenu facilement injurieux. De plus, la notion de proximité de la nature est équivoque : le paysan vit beaucoup plus près de la nature que l'habitant des villes, et pourtant tous deux participent de la même civilisation. On s'est donc progressivement convaincu que les diverses sociétés formées par l'humanité ne sauraient être classées en fonction de leur distance plus ou moins grande à l'égard de la nature. Car ce qui distingue l'humanité de l'animalité, c'est que l'homme, par son usage universel du langage, d'instruments et d'objets manufacturés, sa soumission à des coutumes, des croyances et des institutions, relève d'un ordre irréductible à l'ordre naturel. Son monde est le monde de la culture, et cette dernière s'oppose à la nature, quel que soit le niveau de civilisation considéré. Tout homme parle, fabrique des outils et conforme sa conduite à des règles, qu'il habite un gratte-ciel ou qu'il vive dans une hutte de branchages au cœur de la forêt ; c'est cela qui fait de lui un homme, non le lieu où il vit.

Au terme de *sauvage*, l'ethnologie moderne préfère donc celui de *primitif*, privilégiant de ce fait un aspect historique. Le terme même implique en effet une idée de commencement. Les primitifs ne sont-ils pas ces peuples qui ont préservé, ou conservé, jusqu'à l'époque actuelle, un genre de vie qui aurait été celui de l'humanité à ses débuts ? L'hypothèse est séduisante et elle est valable dans certaines limites. Mais elle prête à de graves confusions. D'abord, nous ne savons absolument rien des débuts absolus de l'humanité. Les premiers vestiges qui nous sont connus – armes et outils de pierre datant de quelques centaines de milliers d'années – ne sont certainement pas les premières manifestations du génie humain ; ils témoignent déjà de techniques complexes, qui ont dû se développer peu à peu ; et surtout, ces techniques sont les mêmes sur de très vastes étendues géographiques, ce qui implique qu'elles ont eu le temps de se propager, de s'influencer jusqu'à devenir homogènes. En second lieu, les peuples que nous appelons primitifs ont tous la connaissance de certains des arts et des techniques apparus extrêmement tard dans le développement de la civilisation. La « primitivité » des sauvages qui cultivent des jardins, élèvent des porcs, tissent des pagnes et fabriquent des marmites est donc toute relative par rapport à la durée globale de l'histoire de l'humanité.

Mais n'y a-t-il pas au moins quelques-uns de ces peuples qui prolongent un genre de vie beaucoup plus ancien, proche de celui des hommes des premiers temps ? Quelques exemples viennent immédiatement à l'esprit : ainsi les Australiens qui mènent une vie nomade dans des régions semi-désertiques, vivant de chasse, de cueillette et de ramassage, ignorant la poterie et le tissage, utilisant encore tout récemment des outils de pierre. Le progrès des connaissances ethnologiques a montré cependant que, dans ce genre de cas, la primitivité apparente est le résultat d'une régression, et non la miraculeuse préservation d'un état ancien. Les Australiens n'ont pu gagner ce continent qu'en bateau ; c'est donc qu'ils ont connu la navigation, oubliée depuis. Il serait absurde de croire que, parce que nous ignorons tout ou presque de leur passé, ces prétendus primitifs sont des peuples sans histoire. Leurs plus lointains ancêtres sont apparus sur la terre en même temps que les nôtres. Leurs sociétés ont connu des guerres, des migrations de population, des périodes de misère et d'autres de prospérité ; elles ont eu de grands hommes qui ont marqué de leur influence les connaissances, les techniques, l'art, la morale et la religion. Tout ce passé existe ; seulement, ces peuplades n'en savent plus grand-chose, et nous-mêmes

1 « Sauvage » vient de l'adjectif latin *silvaticus*, qui lui-même vient du nom *silva*, « forêt ».

n'en connaissons rien. La présence de ce passé disparu suffit à montrer combien le terme de *primitif* et la notion même de *primitivité* sont difficiles à cerner.

Quel serait alors le véritable caractère commun des sociétés que nous désignons comme primitives ? Quel serait l'élément neuf justifiant d'appliquer à certaines peuplades la notion de primitivité ? Une approche historique plus globale nous le fait découvrir. Toutes ces sociétés – depuis le puissant empire des Incas, qui était parvenu à organiser plusieurs millions d'hommes dans un système économique-politique d'une rare efficacité, jusqu'aux petites bandes nomades de ramasseurs de plantes sauvages en Australie – sont comparables sous un rapport au moins : elles étaient, ou sont encore, ignorantes de l'écriture. De leur passé, elles ne peuvent conserver que ce qu'une mémoire humaine est capable de retenir. Cela reste vrai même pour le petit nombre de celles qui avaient, à défaut d'écriture, développé certains procédés mnémotechniques (ainsi les cordelettes nouées péruviennes ou les symboles graphiques de certaines tribus africaines). Bien que ces sociétés ne soient, à parler strictement, pas plus « primitives » que les nôtres, leur passé est d'une autre qualité. Comme elles ne disposent pas de l'écriture, seul moyen permettant de conserver les récits du passé, elles ne peuvent utiliser les expériences ancestrales au profit du présent ; leur passé fluide ne survit qu'en petite quantité, et le surplus, au fur et à mesure qu'il se constitue, est condamné à l'oubli sans espoir de retour.

Pour emprunter une comparaison au langage de la navigation, les sociétés maîtrisant l'écriture sont capables de garder les traces de leur marche et donc d'avancer, pendant une longue période, dans la même direction, tandis que les sociétés sans écriture sont réduites à une marche fluctuante et aléatoire qui peut, en définitive, et bien que le trajet parcouru soit aussi long dans les deux cas, les ramener très près de leur point de départ ou tout au moins les priver du moyen de s'en éloigner systématiquement, c'est-à-dire de *progresser*. On ne saurait donc trop recommander de se méfier de termes aussi ambigus que ceux de *sauvage*, de *primitif* ou de *archaïque*. Prendre comme critère exclusif la présence ou l'absence d'écriture dans les sociétés étudiées, c'est faire appel à un caractère objectif, qui n'implique aucun postulat d'ordre philosophique ou moral, et identifier le caractère unique propre à interpréter la différence réelle qui les distingue de nous. La notion de *société primitive* est un leurre. Celle de *société sans écriture* nous fait au contraire accéder à un aspect essentiel du développement de l'humanité : cette notion explique l'histoire et permet de prévoir, et peut-être même d'influencer, l'avenir de ces peuples, aujourd'hui menacés.

A-t-on besoin des OGM ?

C'était une belle tomate, bien rouge, appétissante à souhait, dont la chair restait ferme même après dix jours de frigo. Conçue pour se conserver plus longtemps, la Flavr Savr a marqué l'histoire en devenant la première plante génétiquement modifiée lancée dans le commerce, aux États-Unis, en 1994. Ce fut aussi un flop magistral : jugée fade et trop chère, elle disparut des étals au bout de quelques mois seulement. Voilà donc quatorze ans que les organismes génétiquement modifiés (OGM) divisent les chercheurs, les industriels, les agriculteurs, les responsables politiques tout en semant la zizanie chez les consommateurs. Leurs défenseurs prétendent qu'ils sont inoffensifs pour la santé, protègent l'environnement en limitant l'usage des pesticides et constituent la seule solution au problème de la faim dans le monde. Leurs détracteurs affirment au contraire qu'ils sont toxiques, polluent les sols, contaminent les autres cultures et réduisent la biodiversité. Des milliers d'études universitaires leur ont été consacrées à travers le monde, mais personne à ce jour n'a réussi à lever l'incertitude en prouvant leur dangerosité ou leur innocuité. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le débat, au départ scientifique, se soit peu à peu transformé en guerre de religion, « croyants » et « non-croyants » se jetant l'anathème, se traitant d'apprentis sorciers ou de nostalgiques réfractaires au progrès.

Quoi qu'il en soit, ce flou scientifique n'a nullement empêché les OGM de s'étendre sur la planète, en particulier aux États-Unis et en Amérique du Sud, à tel point que les cultures transgéniques, de soja, de maïs, de colza et de coton, occupent désormais 7 % des terres agricoles sur la planète, pour une surface totale équivalant à la superficie de la France et de l'Espagne réunies. Cette évolution profite d'abord aux six grands groupes agrochimiques qui dominent le marché des semences transgéniques, multinationales dont le chiffre d'affaires cumulé s'élevait, en 2006, à près de 14 milliards de dollars. Omniprésents dans les assiettes des Américains, les OGM restent par contre marginaux sur le Vieux Continent, où une grande partie de l'opinion publique persiste à les rejeter. Il faut dire que, contrairement aux États-Unis, la loi européenne impose de signaler leur présence sur les étiquettes, ce qui contribue à attiser la méfiance à leur égard. En Belgique, la grande distribution va même plus loin : dès qu'un produit à base d'OGM est identifié, il est immédiatement retiré des rayons.

Cela revient-il à dire que le consommateur européen n'a aucun souci à se faire, qu'il est entièrement à l'abri des OGM ? Certainement pas : malgré toutes ces précautions, les experts n'excluent pas la présence d'aliments modifiés dans certains produits exotiques vendus dans des commerces très spécialisés, notamment asiatiques. De plus, les animaux d'élevage sont fréquemment nourris aux céréales génétiquement manipulées, dont la législation n'impose pas encore l'étiquetage : la chair de notre sacro-saint poulet du dimanche, par exemple, n'est sans doute pas entièrement exempte d'organismes transgéniques. Qu'on le veuille ou non, nous sommes donc tous concernés par le sujet, dont l'enjeu n'est plus seulement technologique, mais également social et politique. Ce qui nous amène à poser la question de l'utilité des OGM. À quoi servent-ils, au juste ? Comment expliquer leur développement fulgurant ? Ces interrogations se posent avec d'autant plus d'acuité que la quasi-totalité des OGM n'offrent aucun intérêt particulier pour le consommateur : ils n'ont pas meilleur goût, ils ne sont pas plus nutritifs, ils ne se conservent pas plus longtemps et ne coûtent pas moins cher que les variétés conventionnelles.

Plus de 99 % des végétaux génétiquement modifiés ont en fait été conçus pour une des deux raisons suivantes : résister à un herbicide servant à nettoyer les champs ou sécréter une substance capable de les protéger des attaques de certains insectes. Les travaux scientifiques

portant sur ces aspects essentiels restent pourtant rares. Une chercheuse qui s'est récemment penchée sur le sujet, en s'intéressant particulièrement au soja résistant à l'herbicide (l'OGM le plus répandu sur la planète), a même fait cet étonnant constat : si le recours aux biotechnologies a dans un premier temps permis de diminuer la consommation d'herbicides, celle-ci remonte aujourd'hui en flèche, du fait d'une importante baisse de prix de ces produits, dont la formule vient de tomber dans le domaine public. Si les OGM ne sont pas nettement plus rentables ni plus « écologiques » que les autres, pourquoi certains agriculteurs s'obstinent-ils à se tourner vers ce type de culture ? Essentiellement pour des raisons pratiques : à court terme, cela facilite leur travail, en particulier en simplifiant le désherbage des champs, tâche très contraignante qui doit être effectuée à un moment très précis, peu après la levée des graines. Les OGM offrent donc une plus grande souplesse d'utilisation, ce qui réduit les besoins en main-d'œuvre et fait gagner beaucoup de temps. Et c'est à peu près tout.

Ce bilan mitigé, axé sur le seul soja, peut-il être extrapolé aux autres plantes transgéniques ? Difficile à dire, car rien ne permet, à l'heure actuelle, de juger les OGM de façon globale et définitive. En outre, s'ils suscitent une telle méfiance, c'est sans doute parce qu'ils cristallisent de nombreuses craintes liées à l'évolution de l'agriculture et au modèle économique dominant, à la mondialisation, à la concentration de l'industrie et au brevetage du vivant, autant d'évolutions qui ne sont pourtant pas dues aux biotechnologies elles-mêmes, mais aux contextes économique, culturel et politique dans lesquels on les utilise. Il n'empêche que si, depuis quatorze ans et la trop parfaite tomate Flavr Savr, les partisans de la révolution génétique n'ont cessé de promettre l'arrivée imminente de plantes aux qualités gustatives et diététiques améliorées, dopées en vitamines, capables de pousser sur les sols arides pour nourrir le tiers-monde ou de produire des médicaments ou des biocarburants, aucune de ces merveilles n'a pour l'instant dépassé le stade de l'expérimentation, les grandes firmes agrochimiques ayant tout misé sur la tolérance à l'herbicide et la résistance aux insectes, c'est-à-dire les deux applications qui offraient le retour sur investissement le plus rapide. Il semble donc bel et bien que la recherche en matière d'OGM soit actuellement guidée par des impératifs principalement économiques : faut-il dès lors s'étonner de voir une partie de la société se rebiffer contre ces produits dont elle ne perçoit aucun bénéfice ?

La violence scolaire

La violence des jeunes dans les établissements scolaires est devenue, ces dernières années, une question de société des plus brûlante. Ses manifestations sont désormais répertoriées, un observatoire les analyse, divers plans sont mis en œuvre pour les combattre. Le phénomène, pourtant, n'est guère nouveau : la violence, à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions scolaires, est une donnée permanente de l'histoire de la jeunesse à travers les âges. Au XIII^e siècle, les étudiants de la Sorbonne se sont ainsi battus à plusieurs reprises, parfois à main armée, avec les bourgeois parisiens, avec la police du prévôt de Paris, ou même, en 1278, avec les moines de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Au XIX^e siècle, le lycée parisien Louis-le-Grand a connu huit révoltes d'élèves, qualifiées alors de « mutineries », dont plusieurs nécessitèrent l'intervention de la police. Plus près de nous, une étude française a comptabilisé les violences scolaires recensées par la presse entre 1979 et 1984 : la liste est impressionnante et comprend, outre les habituels rackets, viols et affrontements entre bandes, trois meurtres, dont deux d'adultes. Pour les historiens, la violence des jeunes n'a donc rien d'inédit. Tout adulte qui garde un souvenir objectif des cours de récréation sait lui aussi que la loi du plus fort s'y exerce le plus souvent.

La violence scolaire prend en revanche à chaque époque des formes nouvelles, et la société y réagit en fonction de valeurs et de critères qui eux-mêmes évoluent. Trois certitudes émergent ainsi des études les plus récentes sur le sujet. Premièrement, les établissements professionnels sont, sans surprise, en première ligne, les enseignements primaire, général et technique étant comparativement beaucoup moins concernés. Ensuite, les violences « graves » (agressions armées, viols, destructions de biens), celles que les médias se pressent justement de rapporter, demeurent rares ; ce qui domine, ce sont plutôt les « incivilités » (insultes, menaces) et les « violences physiques sans arme », soit ce que l'on aurait appelé autrefois l'insolence et les bagarres. Enfin, ce sont les jeunes eux-mêmes qui sont les premières victimes de cette violence, bien plus que les adultes travaillant dans ces établissements. L'évolution générale de la violence scolaire pourrait, quant à elle, se résumer en une formule : moins fréquente mais plus grave. Si la proportion d'élèves confrontés au racket est par exemple passée de 9 % en 1995 à 6 % en 2003, ses victimes se plaignent par contre d'une plus grande brutalité, liée notamment au fait que cette pratique s'exerce désormais en bande.

Pour nombre de sociologues, la violence scolaire, sous sa forme actuelle, serait liée à la libéralisation des mœurs de la société civile : après les événements de mai 68, l'école a dû affronter une remise en question des règles et des normes. Les modèles éducatifs dominants sont désormais libéraux, ou démocratiques, tandis que l'autorité ne va plus de soi, que ce soit celle des adultes, des policiers, des juges ou, de façon encore plus marquée, celle des enseignants. À cette première évolution viennent se greffer deux phénomènes : l'émergence de la société de consommation, qui fait de l'accès aux biens matériels une composante essentielle du sentiment de bien-être et d'égalité, et la crise économique et sociale, qui marginalise une proportion significative de la population en lui rendant difficile l'accès au travail et à la consommation. Or, ce sont précisément parmi les enfants des catégories sociales défavorisées que se recrutent les élèves les plus violents. Dans une forme de lutte des classes larvée, ces élèves agressent ceux qu'ils perçoivent comme des privilégiés, aussi bien les bons élèves, qualifiés d'« intellos » ou de « bouffons », que les enseignants. La majorité des élèves qui vivent l'exclusion sociale ne sont pourtant pas violents à l'école : la violence scolaire serait donc avant tout le produit d'une rencontre entre les problèmes individuels de quelques adolescents – conflits familiaux, difficultés psychologiques, mauvaises fréquentations – et des

contextes locaux particuliers – écoles et classes surpeuplées, tensions ethniques ou religieuses...

L'école elle-même, dans son fonctionnement, ne dispense-t-elle pas elle aussi une forme de violence ? Pour expliquer les mutineries à répétition des lycéens de Louis-le-Grand au XIX^e siècle, l'historien Gustave Dupont-Ferrier écrivait en 1922 : « *La discipline de la maison ne triomphait que par la force et n'agissait pas sur la conscience.* » Silence dans les classes, élèves en rangs dans la cour, dialogue inexistant avec un corps enseignant tout-puissant, sollicitations limitées à la restitution passive des connaissances, historiens et sociologues ont abondamment dénoncé le caractère coercitif du fonctionnement des établissements scolaires de jadis. Près de quarante ans plus tard, il serait difficile de soutenir que rien n'a changé. Les élèves et leurs parents ont désormais des délégués étroitement associés à la prise de décision, la parole avec les adultes est plus détendue, les élèves circulent plus librement et sont davantage incités à prendre la parole. L'école, malgré tout, reste trop souvent le lieu d'abus symboliques d'autorité : remarques humiliantes, ironie blessante, jugements dévalorisants font encore partie de l'arsenal répressif de trop nombreux enseignants. Certaines violences physiques peuvent donc bel et bien être perçues comme une réponse à la violence symbolique de l'institution.

Il convient enfin de se méfier de l'image que donnent les médias de la violence scolaire, trop souvent évoquée à travers ses manifestations les plus spectaculaires, comme le massacre qui fournit en 2002 le sujet du célèbre documentaire de Michael Moore, *Bowling for Columbine*. Ces tueries, qui ont récemment endeuillé plusieurs pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Allemagne), restent tout à fait exceptionnelles et très peu représentatives de la violence courante, quotidienne des établissements scolaires. Elles véhiculent en outre l'image d'un phénomène planétaire, dont personne ne serait à l'abri. Or, des enquêtes menées dans des pays pauvres, comme le Brésil ou le Burkina Faso, nous apprennent que la violence scolaire y est beaucoup moins fréquente que dans la plupart des pays riches. La pauvreté explique en partie le phénomène : comme les enfants et adolescents vont moins longtemps à l'école, les risques d'incidents violents sont arithmétiquement moins élevés. Mais une autre hypothèse, complémentaire, a été formulée : dans ces pays, au sein des villages ou des *favelas*, des communautés soudées ont subsisté, et les écoles continuent de bénéficier de ce lien de proximité qui a disparu de la plupart des établissements occidentaux. Cette explication a par ailleurs le mérite de rappeler un constat commun à toutes les études sur la violence scolaire : indépendamment du contexte national, c'est là où les équipes éducatives sont à la fois solidaires et bienveillantes qu'elle est la moins fréquente.

La ville sans limites

À Greams Road, un bidonville situé au centre de Madras, dans le sud-est de l'Inde, plusieurs milliers d'anciens villageois – devenus peintres, maçons ou conducteurs de *rickshaws*¹, ils font tourner l'économie de la ville – vivent avec leurs familles dans des cahutes précaires, au milieu de la noire puanteur du fleuve local et de buissons épineux hérissés de sacs en plastique. Insalubre, le secteur est infesté de moustiques vecteurs de fièvres depuis des temps immémoriaux. Construites en bois et en feuilles de palmier, les cahutes précaires dans lesquelles ils s'entassent leur procurent un abri tout relatif : les plus proches de l'eau furent balayées en un instant par l'énorme tsunami qui déferla le 24 décembre 2004. Pas de réseau électrique, pas d'eau courante, aucun service public : les conditions de vie sont épouvantables. Personne, pourtant, ne pense à fuir, car il y a beaucoup de travail à Madras et pas de loyer à payer. Le gouvernement, de plus, fournit aux habitants du riz ainsi que du pétrole pour le faire cuire. La vie, certes, est difficile, mais elle n'est pas impossible, et la situation s'améliore à mesure que l'Inde récolte les fruits du renouveau économique. Attirés par cette promesse de prospérité, les paysans affluent.

Partout où l'humanité tourne le dos à la campagne, les propos tenus par les migrants sont les mêmes : « Il n'y avait pas de travail au village ». Cette rengaine est celle de centaines de millions de personnes qui, sur les cinq continents, quittent leurs modestes bourgades pour s'installer dans des villes grouillantes : nous assistons, tout simplement, au plus grand courant de migration de masse de tous les temps. Cet exode rural d'une ampleur inédite n'est pas seulement l'histoire de villageois qui deviennent serveurs ou ouvriers du bâtiment, c'est aussi celle de familles démunies qui utilisent leurs revenus pour financer l'éducation de leur descendance et lui assurer des jours meilleurs. Se forme en effet, dans les pays dits « émergents », une nouvelle classe moyenne, essentiellement urbaine, alimentée par les devises des sociétés occidentales qui ont de plus en plus souvent recours, pour des tâches longues, coûteuses et répétitives, aux services de sociétés locales, les seules à mettre à leur disposition des travailleurs qui parlent anglais, possèdent une solide base scientifique, maîtrisent les technologies de l'information et se contentent d'un bas salaire.

Préoccupées par une évolution lourde de conséquences, les Nations unies ont prédit que 2007 serait l'année où, pour la toute première fois, plus de la moitié de la population mondiale, évaluée à 6,7 milliards d'habitants, vivrait en milieu urbain. Avec l'exode de tous ces villageois en quête d'opulence, le nombre de villes de plus d'un million d'habitants devrait rapidement dépasser les 350. La métamorphose est planétaire (Lagos, Le Caire, São Paulo et Mexico : autant d'exemples d'agglomérations tentaculaires), mais l'énorme densité de la population asiatique implique que plus de la moitié des villes de grande et de moyenne importances se trouvera concentrée sur ce continent. On y envisage même l'apparition de gigantesques conurbations² de plus de 20 millions d'habitants, appelées « mégapoles » par l'O.N.U. (l'Asie en compte déjà une, les villes de Tokyo et de Yokohama ayant, de fait, fusionné). Selon les prévisions de l'agence onusienne pour le logement et l'habitat, ces cités de plus de 10 millions d'habitants – une vingtaine aujourd'hui, bien plus demain – seront investies de tels pouvoirs qu'elles risquent de plus en plus d'agir comme des villes États, imperméables à toute ingérence nationale et régionale, préoccupées par leurs seuls intérêts. Ce n'est pas l'aspect le moins inquiétant du phénomène.

Personne ne semble en mesure de contrôler l'expansion anarchique de ces agglomérations disproportionnées, où les bidonvilles côtoient les entreprises de haute technologie. Ces villes présentent généralement un ensemble confus de styles architecturaux, dont le dénominateur

¹ Voiture légère à deux roues, tirée par un homme à pied ou à vélo.

² Agglomération formée de villes voisines réunies par suite de leur expansion.

commun est le béton, parfois nu et grossier, parfois revêtu d'une façade néoclassique. Leurs rues sont encombrées d'une quantité impressionnante d'ordures et de matériaux de construction inutilisés : des tas de sable, des briques, d'énormes tuyaux qui feront un jour, peut-être, partie du paysage urbain. Madras, que nous évoquions en guise d'introduction, compte ainsi le chiffre vertigineux de 1200 quartiers pauvres – abritant le tiers de ses 7 millions d'habitants –, mais possède aussi de vieilles maisons élégantes, des immeubles cossus, un « corridor technologique » avec une autoroute à six voies et des tours de bureaux aux vitres bleutées. On retrouve dans une ville comme Canton la même juxtaposition grotesque de luxe et d'extrême pauvreté, le même mélange de moderne et de médiéval. Quelque chose, en effet, dans les ruelles misérables et mal éclairées où se rassemblent les migrants ordinaires de l'arrière-pays chinois, nous ramène plusieurs siècles en arrière. Mais les numéros de téléphone portable griffonnés sur les murs, le vacarme des voies rapides surélevées et les milliers d'usines *high-tech* qui produisent des chaussures ou des lecteurs de CD nous rappellent aussitôt que nous sommes aussi dans la modernité.

La Chine est sans doute l'État où cette urbanisation prend des formes extrêmes. La frénésie d'investissement, la fièvre immobilière et l'impudent mépris de l'environnement y dépassent de loin tout ce qu'on peut voir ailleurs. À Chongqing, ville méconnue en Occident, mais considérée comme la plus peuplée de la planète (son agglomération, qui ne cesse de s'étendre, compterait déjà près de 32 millions d'habitants), on ne peut qu'être sidéré par le rythme de développement effréné, l'échelle démesurée des édifices et la désinvolture avec laquelle on arase les montagnes. Cet acharnement à saccager les terres cultivables pour les couvrir de tours, d'usines et de centres commerciaux est bien sûr très loin de n'avoir que des effets salutaires. Si les promoteurs avancent des statistiques économiques empreintes d'un optimisme presque délirant, le coût environnemental et social de ce développement accéléré, les communes rayées de la carte au nom du progrès, les cours d'eau et les champs pollués par les produits chimiques, le ciel assombri par un smog suffocant (les jours sans nuages, il est possible de regarder le soleil à midi sans se brûler les yeux) ne sont guère évoqués. Force est de constater que la qualité de vie est la grande absente des débats, le but inaccessible des urbanistes qui tentent, tant bien que mal, d'endiguer ce déferlement.

Restauration rapide

Si l'on s'en tient à la signification première de l'expression « *fast food* » et à sa traduction littérale (« nourriture rapide »), on est tenté de dire que le phénomène a toujours existé : dans tous les types de société ont circulé des aliments tout prêts, vite avalés et de manipulation aisée, tels les repas pris par l'agriculteur aux champs, les nombreux en-cas traditionnellement vendus sur les marchés, les soupes chinoises à emporter ou les crêpes et beignets des pays en voie de développement. Pourtant, pour chacun de nous, l'idée de *fast food* est intimement liée à celle de modernité ; elle apparaît comme une composante obligée des sociétés occidentales caractérisées par un haut niveau de vie et une forte concentration urbaine – impression qu'accentue l'emploi d'une locution d'origine américaine. Parallèlement, les termes *fast food* sont affectés d'une connotation péjorative, qui met en évidence la mauvaise qualité et l'aspect commercial des aliments concernés, ainsi que leur caractère de pur produit de la société de consommation : il arrive même qu'on trouve les deux mots accolés à des objets sans rapport direct avec l'alimentation (« télévision *fast food* », « littérature *fast food* »...) mais procédant de la même médiocrité et destinés à des « consommateurs » d'une égale passivité.

Déjà, en 1936, Charlie Chaplin dénonçait avec *Les Temps modernes* les effets néfastes de l'industrialisation et de la robotisation sur les modes alimentaires : dans ce film, le « progrès » technique et les méthodes de travail à la chaîne conduisent le patron modèle à gaver ses ouvriers à l'aide d'une machine à manger des épis de maïs pour gagner quelques précieuses secondes. On voit ainsi apparaître le caractère négatif de la restauration envisagée sous l'angle d'une activité mécanisée, dont le plaisir est absent. Mais il semble déjà loin le temps des patrons nourriciers : les cantines ferment aujourd'hui leurs portes, une à une, et l'employeur se décharge progressivement sur d'autres, par le biais notamment des « tickets-restaurant », des obligations alimentaires qu'il prenait jadis à sa charge. La nécessité de prendre le repas de midi en dehors de la cellule familiale ne cesse pas pour autant d'apparaître comme un corollaire de notre époque : l'une des premières caractéristiques du *fast food* tel que nous le connaissons aujourd'hui est en effet d'être consommé à proximité des lieux de travail. On assiste donc un peu partout à la prolifération d'officines débitant en cadence hamburgers, pizzas, sandwiches et boissons gazeuses.

Originellement liée à l'évolution des habitudes de travail, la restauration rapide se développe ensuite autour de cet autre pôle de l'environnement citadin que sont les lieux de divertissement. Là où autrefois on trouvait des brasseries et des cafés, où l'on pouvait se procurer une nourriture solide quoiqu'obéissant à un certain code de simplicité, dans les quartiers des spectacles du centre-ville, dans les centres commerciaux de la périphérie et dans les complexes de loisirs, se multiplient – rajeunissement de la clientèle et difficultés économiques aidant – les marchands d'aliments calibrés et vite avalés. Les locaux sont parfois le reflet fidèle des espaces de distraction voisins : il arrive même que l'on se restaure debout, le dos tourné à la clientèle, comme devant un *flipper* ou une machine à sous. Ce phénomène de cloisonnement géographique entre loisir et restauration est comparable à celui, évoqué plus haut, qui sépare repas de midi et lieu de travail : les cafés-concerts, salles de billard ou cabarets où l'on pouvait à la fois se distraire et se restaurer appartiennent désormais au passé. Le monde du travail et celui du loisir étant les lieux privilégiés des débits de *fast food*, cela voudrait-il dire qu'ils obéissent aux mêmes règles et que la prétendue frontière qui les sépare est en réalité bien tenue ?

L'absence de convivialité ne s'arrête pas là. Un restaurant se fait connaître par sa « cuisine » ; un *fast food* par ses « produits ». Ceux-ci se doivent d'être conformes à un modèle : la tenue du personnel, l'enseigne, le graphisme des menus, la présentation et la gamme des aliments, les dénominations doivent être identiques sur l'ensemble du territoire. On gomme les différences

régionales – ce que nous appelons « la cuisine du terroir » – en absorbant le cas échéant les spécialités locales pour fournir une prestation sans surprise : des milliers de succursales écoulant à travers le monde le même poulet frit et les mêmes sodas. La dure loi de la consommation de masse accentue le paradoxe suivant : plus la restauration rapide se développe et plus la gamme des aliments offerts s'étend, plus les produits se standardisent, l'ampleur de la diffusion contribuant à effacer les différences. Si elle en rassure plus d'un, l'uniformité de l'aliment fait apparaître ce dernier non comme une création, mais comme un « produit de synthèse ». Les structures de fabrication reproduisent d'ailleurs les procédés classiquement employés dans l'industrie (chaîne de préparation, personnel réduit, calibrage du produit, etc.) tandis que l'on observe la concentration commerciale des chaînes de restaurants, dont certaines font figure de véritables multinationales.

Cette nourriture apparaît en quelque sorte, à l'instar des ustensiles dans lesquels elle est servie, comme « la matière plastique » du secteur alimentaire. De fait, elle suscite la même réaction de rejet de la part des élites, au nom du bon goût et de l'identité culturelle et sociale. Le non-dit du *fast food* pourrait s'exprimer par l'anglicisme « *cheap* », adjectif qui signifie à la fois « bon marché » et « de qualité médiocre ». Ce double sens apparaît aujourd'hui comme la notion clé du phénomène : l'idée de rapidité est étroitement associée à celle de faible coût, la lenteur devenant par contraste le véritable signe du luxe. Dans un restaurant traditionnel, on « commande », donc on attend ; on « déguste » un plat, on change ou on rafraîchit le vin ; on cherche, grâce au café et au digestif, à prolonger l'instant, comme pour se prouver que l'on maîtrise ses horaires et que l'on a du temps – ou, plutôt, que l'on croit en avoir, si l'on admet que les sollicitations les plus diverses sont si nombreuses aujourd'hui que nous sommes progressivement confrontés à une impossibilité de le « perdre ». Tout, aujourd'hui, doit être rentabilisé et la devise « *Time is money* » (« Le temps, c'est de l'argent »), chère aux entreprises performantes, appliquée jusqu'à l'acte même de manger.

La jeunesse éternelle : rêve ou cauchemar ?

Depuis que le monde est monde, l'espèce humaine aspire à la vie éternelle ou, du moins, à une jeunesse qui se prolongerait indéfiniment. Dans la mythologie occidentale, le dieu immortel est d'ailleurs l'un des personnages récurrents, aux côtés du géant, des fées ou des gnomes. Jusqu'à l'irruption de la science, au XVII^e siècle, l'immortalité fut un moteur de conquêtes géographiques ou scientifiques. Les livres d'histoire racontent ainsi qu'Alexandre le Grand est allé jusqu'en Inde dans l'idée de trouver « l'eau de l'immortalité » et que, si les Espagnols et les Portugais se sont aventurés en Amérique au XVI^e siècle, ce n'est pas uniquement motivés par la quête de l'or, mais aussi par l'espoir de trouver la source de l'éternelle jeunesse. Au XIX^e siècle, la soif de progrès relègue le désir d'immortalité à l'arrière-plan sans le faire disparaître pour autant. Il reste comme en suspens, attendant son heure, jusqu'au moment où émerge la cryogénéisation, cette tentative, grâce à la congélation, de se placer hors du temps en attendant que des remèdes soient trouvés à toutes les maladies. De tout temps, on le voit, l'homme a été mû par le désir inné de dépasser les limites biologiques liées à la matérialité de son corps ; il s'est en outre montré obsédé par l'idée de faire de sa mort non plus un impératif, mais un choix.

Que se passerait-il si cette chimère devenait réalité ? Avec tous les fantasmes suscités par l'intelligence artificielle et, surtout, par le génie génétique, ces rêveries prennent aujourd'hui un tour nouveau et réclament, à cor et à cri, qu'on vienne les extraire des limbes littéraires et mythologiques pour les inscrire dans la réalité. À la mi-février 2006, Aubrey de Grey, biologiste à l'université de Cambridge, a fait grand bruit en assurant, lors de la réunion annuelle d'une académie scientifique renommée, que la première personne à vivre indéfiniment était sans doute déjà née. Certes, ces prédictions sont controversées et jugées fantaisistes par la plupart des scientifiques. Les progrès de la médecine font néanmoins penser que cet objectif, à terme, n'est plus totalement inaccessible. L'accroissement de notre longévité – chaque année, nous gagnons trois mois d'espérance de vie – semble du reste devoir se poursuivre et même, à moins que l'obésité n'y fasse obstacle, s'accélérer. Ce n'est pas tout : avec le décryptage du génome humain, le jour semble proche où nous serons en mesure de fabriquer un être humain dénué de tares mortelles. Les progrès de la science devraient en outre nous permettre d'introduire dans l'organisme les substances qui lui manquent ou de contrer l'effet de gènes devenus fous. Cela permettrait de reconstruire en permanence un corps sain et non dégradé, quasi immortel et peut-être même jeune.

Serait-ce la garantie du bonheur ? Rien n'est moins sûr. Car, si l'on peut concevoir que les cellules du corps puissent être remplacées et renouvelées, le processus se complique dans le cas des neurones et de leurs connexions, les synapses. Si cette frontière devait être franchie à son tour, ce serait forcément dans un avenir lointain : il existe environ 100 000 milliards de synapses alors que l'ordinateur actuel le plus puissant est incapable de gérer plus de quelques milliers de connexions. L'éventualité la plus probable semble donc celle d'un corps éternellement sain assorti d'un cerveau périssable, ce qui reviendrait à dire que nous serions immortels, mais déments, perspective qui n'a rien d'exaltant... Il y a donc de quoi remettre en cause la pertinence de ce rêve d'accession à la jeunesse et au bonheur éternels que semble nous promettre l'argent investi dans la recherche, d'autant plus que la victoire sur la déchéance physique naturelle n'empêchera pas les êtres humains d'être emportés par des catastrophes naturelles, ni surtout de s'entre-tuer pour défendre un espace vital toujours plus menacé. Selon certaines projections, le taux de mortalité pourrait en effet chuter de 35 % en 2050 et l'espérance de vie atteindre 120 ans dans les pays les plus riches et 113 ans dans les plus pauvres. Cette évolution provoquerait à coup sûr une pression démographique intense dans certaines régions déjà surpeuplées. Mais, plus encore que d'une éventuelle crise des ressources ou du coût économique lié au vieillissement inéluctable de la population, c'est de l'impact existentiel sur notre mode de vie qu'il faut tenir compte.

Si la mort était repoussée, tous nos postulats sur l'existence humaine seraient en effet bouleversés. Au cas où plus personne ou presque ne viendrait à décéder, nous n'aurions par exemple plus l'impératif biologique de procréer. Quant au mariage, la perspective de passer des milliers d'années avec le même conjoint risquerait de dissuader bien des couples de se promettre amour et respect pour le reste de leur vie. Il faudrait réfléchir aussi à ce que cela signifierait pour la religion et le rôle qu'elle joue dans nos existences. Qu'advierait-il si les humains accédaient à la vie éternelle dès leur passage sur terre et n'avaient jamais l'occasion de rejoindre leur Créateur ? Rien qu'une espérance de vie multipliée par deux aurait des conséquences inimaginables, car cela modifierait notre perception du risque. Les Occidentaux se plaignent déjà de vivre dans une culture où l'obsession de la sécurité pousse à l'inaction et empêche les gens de s'amuser. Mais, en cas d'accroissement considérable de notre longévité, le coût d'une vie humaine augmenterait au point que rien ou presque ne justifierait qu'on l'expose au risque. La plupart d'entre nous, de peur de mettre en péril une existence aussi précieuse, hésiteraient ne serait-ce qu'à franchir le pas de leur porte.

Il y a enfin la question de l'espace : l'espace physique, bien sûr, qui serait encombré, mais surtout l'espace social. L'immortalité le détruirait. Elle détruirait définitivement la famille, avec une prolifération inévitable de divorces ; elle détruirait les carrières, en figeant les hiérarchies (au sein des entreprises, des administrations, des armées, des universités...) ; elle détruirait le renouvellement de la classe politique. Les conséquences seraient infernales. Sans aller jusqu'à considérer l'immortalité comme une perspective envisageable (malgré les progrès de la science, la grande majorité des scientifiques continuent heureusement de l'estimer impossible), l'allongement de la vie que nous observons actuellement pose lui-même cette angoissante question. La concurrence des désirs et des besoins, avec des possibilités de plus en plus restreintes de les satisfaire, intensifiera les jalousies et les frustrations, ce qui induira une agressivité accrue. De toute façon, comme le dit le biologiste italien Edoardo Boncinelli, « *cela n'aurait pas de sens de vivre jusqu'à 150 ans si les 70 ou 80 dernières années ne valent pas la peine d'être vécues* ». Même si l'enfance durait vingt ans, l'adolescence cinquante, la maturité quatre-vingts ou nonante, la vieillesse finirait par arriver, et là le drame commencerait : vous imaginez une vieillesse éternelle ?

Pillages sur la Toile

En rassemblant patiemment et inlassablement des trésors de savoir, des sites comme Google, Yahoo et AltaVista ont ouvert une nouvelle ère. La caractéristique principale des moteurs de recherche est en effet de rendre instantanément disponibles des millions d'informations et, surtout, de faire de cette recherche une activité quotidienne et ludique pour tous leurs utilisateurs. Cela revient-il à dire que le rêve encyclopédique des Lumières est désormais à portée d'un simple clic de souris ? Érasme et Diderot voient-ils leur utopie de savoir intégral se réaliser dans le grand creuset numérique ? Ce serait aller un peu vite en besogne... Loin de ces considérations philosophiques, les étudiants, par exemple, voient avant tout en Google un aide-mémoire numérique ayant réponse à tout ou presque, un vaste océan de connaissances dans lequel puiser une documentation anonyme et gratuite pour travaux en tout genre. Les enseignants peuvent distribuer autant de sujets d'exposés qu'ils le veulent à de petits groupes d'élèves, ceux-ci, sans coup férir, disposeront de la « matière » dans les deux heures.

L'utilisation incessante que les jeunes font de ces ressources en ligne est des plus pragmatiques. Pour nombre d'entre eux, les moteurs de recherche représentent d'abord un imparable principe d'économie : plus besoin de se déplacer et d'aller à la bibliothèque, plus besoin d'acheter les livres, et, d'ailleurs, plus besoin de les lire. On copie et on colle bout à bout des résumés, de petits fragments glanés ça et là sur la Toile et le tour est joué. La démarche n'est pas neuve : il y a dix ans, les étudiants qui procédaient aujourd'hui à des pillages massifs depuis des sites tels que l'encyclopédie en ligne Wikipédia auraient photocopié l'*Encyclopaedia Universalis* ou les introductions des ouvrages de la collection *Que sais-je ?* Autre époque, autres méthodes, autres références... mais principe identique – une sorte de degré zéro de la recherche documentaire qui, du fait de la facilité d'utilisation et de l'illusion d'exhaustivité offertes par les outils multimédia, a malheureusement tendance à devenir la norme. Cette grande loterie du savoir – tapotez, pianotez, il en sortira toujours quelque chose... – pourrait bien, à terme, porter un coup mortel à une certaine idée de la connaissance.

Cette façon de mener un travail de recherche ou de préparer un exposé aboutit logiquement à des résultats tour à tour drolatiques et affligeants, tressés de perles, récitations maladroitement de bribes d'informations hâtivement pêchées sur la Toile et tout aussi rapidement assemblées en un patchwork des plus incertains. Comme dans un grand magasin, on trouve en effet de tout sur Internet, à condition de ne pas être trop regardant sur la qualité du produit. Celui qui n'est pas particulièrement perspicace et vigilant est en un clin d'oeil emporté dans la ronde des incohérences, des approximations, voire des contresens les plus éhontés. Nous apprenons par exemple que le cinéma a été inventé en 1920¹ et le téléphone en 1838², que Bonn est la capitale de l'Allemagne³, ou que Léonard de Vinci était un militant homosexuel ! Plus d'un exposé recèle ce genre d'erreurs, dont l'auteur soutient pourtant bec et ongles la véracité. Au prix d'arguments confondants, certains affirment en effet que les informations trouvées sur la Toile ont statut de vérité ou nient, au contraire, jusqu'à l'existence de ce qui n'y est pas référencé... Toute personne faisant preuve d'un minimum de discernement n'est pas sans ignorer que la « pêche en ligne » a ses limites, mais une nouvelle génération arrive qui, parce qu'elle lit moins et qu'elle a été habituée à ce que tout se fasse vite, a rarement ce souci méthodologique.

Répetons-le, il ne saurait être question de faire un procès d'intention aux moteurs de recherche, outils superbes quand ils sont utilisés avec circonspection. Cependant, si nombre de données

¹ La première projection cinématographique publique eut lieu en 1895. En 1920, le cinéma était déjà un art reconnu doublé d'une industrie florissante.

² L'invention du téléphone est beaucoup plus récente, le tout premier brevet n'ayant été déposé qu'en 1860.

³ Bonn fut la capitale de la RFA (République Fédérale d'Allemagne) de 1949 à 1990, année de la réunification. Berlin est l'actuelle capitale allemande.

émanent souvent de sites sérieux et reconnus (universités, bibliothèques, laboratoires), d'autres en revanche proviennent de la mise en ligne partielle de données personnelles, voire d'informations délibérément partisans. Les entorses à la propriété intellectuelle induites par la recherche en ligne sont en outre de plus en plus fréquentes. Ce qui circule sur le Net a beau ne pas toujours appartenir au domaine public, certains s'embarrassent de moins en moins de scrupules, mettant la main sur des informations sans références précises dont ils s'attribuent ensuite la paternité. De plus en plus souvent, des mémoires d'étudiants sont ajournés au moment où les évaluateurs découvrent que l'essentiel du travail résulte du piratage en ligne de travaux antérieurs traitant le même sujet. Les moteurs de recherche banalisent comme jamais auparavant l'appropriation de la pensée d'autrui, un tour de passe-passe de moins en moins perçu pour ce qu'il est indéniablement : une fraude intellectuelle. Selon une étude récente, 60 % des étudiants de l'enseignement supérieur avouent ainsi emprunter tout ou partie de leurs travaux. Certes, un logiciel existe depuis peu, qui permet de démasquer les « braconniers du Net », en détectant le plagiat ; mais combien d'écoles et d'enseignants en sont-ils équipés ? Sur le réseau, l'organisation apparemment anarchique de l'information ainsi que son abondance incommensurable débouchent sur un paradoxe : celui de rendre chaque jour plus difficile la production d'une connaissance pertinente.

Ce qui incombe dès lors à la personne travaillant à partir d'Internet, c'est d'identifier la légitimité du site qui publie les informations ; c'est de recouper ensuite les sources et de les diversifier, afin de s'assurer de leur validité et de leur véracité ; c'est enfin de replacer dans une perspective originale les informations récoltées. Cela nécessite du discernement, du recul critique, ainsi que l'échange avec autrui – enseignant, condisciple, collègue, bibliothécaire... Mais, surtout, tout cela requiert du temps, de la pratique et de la curiosité. Car les chemins de la connaissance, tortueux, ne sont faits que de détours, de sentiers de traverse et de haltes inattendues. Le rapport à la culture mis en place par les moteurs de recherche mêle étroitement omniscience et amnésie : à l'illusion vertigineuse de tout savoir répond l'impossibilité, pour un individu, d'assimiler davantage qu'une infime portion des milliards d'informations disponibles. Surfer, n'est-ce pas passer son temps à survoler une multitude de sites et de pages, à les effleurer pour ne quasiment rien retenir de ce que nous avons lu, vu ou entendu ? Il ressort de ces séances un flux sans saveur ni couleurs, petite mosaïque pseudoculturelle juste bonne à faire illusion dans les exposés pour professeurs peu regardants. C'est à ces enseignants pourtant qu'il revient d'apprendre aux jeunes à utiliser à bon escient ces immenses réservoirs du savoir et à y tracer des canaux afin qu'ils ne deviennent pas des marécages, où l'on s'enlise et perd pied...

Quand la vague se retire...

Le dimanche 26 décembre 2004, à 8 heures du matin en Asie du sud-est, la terre tremble au fond de l'océan Indien. Ce séisme extrêmement violent (d'une magnitude 9 sur l'échelle de Richter) provoque une série de vagues géantes. Deux heures plus tard, ces vagues déferlent sur les côtes. Elles ont eu le temps de prendre de la vitesse et de la puissance au point de former des murs d'eau qui ravagent tout sur leur passage et emportent par milliers des villageois, des pêcheurs, des enfants et des touristes. Huit pays sont touchés : l'Indonésie, la Thaïlande, la Birmanie, le Bangladesh, l'Inde, le Sri Lanka, les Maldives et même la Somalie. La puissance du tremblement de terre va jusqu'à déplacer les îles de plusieurs dizaines de mètres. Les premiers bilans font état de plus de 150.000 morts, 30.000 disparus et 1 million de sans-abri. Au lendemain de la catastrophe, une mobilisation sans précédent des instances gouvernementales, religieuses et médicales, locales et internationales se met en place en faveur des survivants, dont la détresse - sanitaire, économique, écologique, psychologique... - est totale. Cette vague de solidarité se concrétise par l'envoi sur place d'équipes de médecins, d'infirmiers, de techniciens, de militaires, dépêchées par des organisations nationales et humanitaires. Ces "visiteurs" sont évidemment les bienvenus.

En va-t-il de même des touristes ? Nous sommes nombreux à avoir été choqués par le contraste entre l'indifférence affichée par certains et la générosité déployée par d'autres. Quelques jours après la catastrophe, on pouvait ainsi observer sur le sable blanc de certaines plages thaïlandaises ou indonésiennes deux sortes de corps immobiles : les uns bronzant, les autres se décomposant. On a pu voir également des secouristes s'affairer à quelques pas de touristes en quête d'un magasin de souvenirs encore ouvert. Mais tout n'est peut-être pas aussi simple. Faut-il en effet rayer - purement et simplement - les régions touchées de la carte du tourisme mondial ? Nous n'avons cessé de nous rendre ni en Zélande, cette région des Pays-Bas où un raz-de-marée fit, en 1953, 1.800 victimes, inondant 133 villages et entraînant le déplacement de 100.000 personnes, ni dans les belles régions de France dévastées, en décembre 1999, par deux ouragans successifs, dont les traces sont encore visibles 5 ans plus tard. Pourquoi faudrait-il soudain renoncer à visiter les rives paradisiaques de l'océan Indien ? Le fait que cette question se pose révèle implicitement une certaine mauvaise conscience éprouvée par ceux qui, jusqu'il y a peu, profitaient de ces contrées de rêve sans trop se préoccuper du sort de ceux qui les y accueillaient. S'il fallait voir dans cette réticence l'expression d'une certaine retenue face au drame vécu par les populations locales auxquelles, soudain, on voudrait éviter l'affront de la prospérité affichée par leurs visiteurs, ce serait, toutes proportions gardées, plutôt une bonne nouvelle.

Ne pas retourner dans ces pays serait pourtant oublier qu'une part considérable de leurs ressources provient du tourisme. Dès lors, une des premières démarches de solidarité consiste, pour ceux qui le peuvent, à être là, aux côtés de ces femmes et de ces hommes qui, avec une dignité imposant le respect, ont entrepris de reconstruire un cadre susceptible d'accueillir à nouveau leurs visiteurs. En réalité, la façon de répondre à la question épineuse du tourisme dans les régions dévastées dépend essentiellement de la perspective dans laquelle on se situe. Le problème se pose différemment selon que l'on considère le temps immédiat ou le long terme. Voir un touriste trouver "merveilleux", quelques jours après la catastrophe, d'avoir la plage de Phuket "pour elle toute seule" (un exemple parmi d'autres glané au hasard des reportages télévisés) est évidemment indécent. Aller "s'enseiler" sur les quelques plages épargnées par le tsunami et bénéficier sans états d'âme du confort encore disponible dans certains hôtels ne peut que susciter la désapprobation. A moyen terme cependant, parmi les pays touchés par le tsunami, tous ceux qui ont une forte vocation touristique, la Thaïlande et

le Sri Lanka en tête, souhaitent voir reprendre cette activité rapidement. Il y va de leur image, et, en partie, de leur économie.

Se pose alors la question délicate des priorités dictant l'aménagement du territoire : les investissements se porteront-ils vers les besoins fondamentaux, au service des plus démunis, ou vers les établissements touristiques s'adressant à une clientèle fortunée ? Il n'y a pas de doute là-dessus, la Thaïlande côtière sera reconstruite dans les plus brefs délais et l'on peut compter sur les tours opérateurs pour parvenir à effacer ces images épouvantables de plages aux allures de charniers. Quant à l'entraide, parlons-en : est-elle l'expression d'une solidarité sincère et spontanée ? Souvent, oui. Mais certains pays ne cachent déjà plus que leur objectif est de se classer parmi les donateurs les plus importants pour rester ou devenir des partenaires économiques privilégiés dans une région à reconstruire entièrement. L'absence d'intérêts semblables explique peut-être pourquoi le Soudan ou la Tchétchénie ne nous mobilisent pas de la même façon. Certes, l'aide apportée profite aux victimes du tsunami. Et c'est ce qui importe, vu l'état d'urgence. Mais il est naïf - et dangereux - de n'y voir que de la philanthropie. Si l'on entend réfléchir à la reconstruction touristique d'un pays comme la Thaïlande, il s'agit de s'interroger sur les aides mirifiques qui lui sont proposées. Comment seront-elles payées effectivement, de quelles conditions seront-elles assorties ? Renforceront-elles les investissements étrangers ou favoriseront-elles les initiatives locales ? Parviendront-elles à purger l'offre touristique de ses aspects les plus noirs et les plus avilissants ?

Si partir en vacances dans ces régions dévastées dénote pour beaucoup l'égoïsme et le manque de compassion, ce peut être aussi la meilleure réponse que l'on puisse apporter pour éviter que la vague de solidarité qui s'est abattue sur ces pays ne crée des populations d'assistés, incapables de s'acquitter d'une dette d'infinie reconnaissance. Une autre façon d'aider ces personnes, sans les lier, c'est de maintenir partout où cela est possible une relation d'échange, une relation où l'on ne vient pas en sauveur mais en demandeur, une relation dans laquelle est reconnu leur savoir-faire. Plus généralement, le tsunami offre une occasion unique de s'interroger sur les retombées positives et sur les effets pervers de la mondialisation du tourisme. Source considérable de devises, facteur de croissance et d'emploi, le tourisme international est aussi porteur de dérives : on aimerait moins de vacanciers retranchés dans leurs complexes hôteliers, plus de dialogues, d'échanges et de curiosité. Il est cependant permis d'espérer que les touristes, demain, aborderont ces rivages en ayant retenu deux enseignements livrés par la catastrophe. D'une part, personne n'est "propriétaire" de quelque partie que ce soit de notre planète : ni ceux qui la visitent, conquérants, fiers des devises qu'ils y apportent, ni ceux qui y vivent, dans une dépendance économique à l'égard de ces visiteurs nantis. C'est la nature qui, en fin de compte, décide et il faut se méfier grandement de l'orgueil de ceux qui prétendent discipliner ses soubresauts. D'autre part, visiter le monde ne peut se réduire à la simple "consommation" de paysages : cela devrait obliger aussi et surtout à nouer des liens, à devenir un peu plus homme au contact de ces hôtes que l'on voit trop souvent, sur les photos ou les films de voyage, comme un simple élément du décor.

Paradis virtuels

L'idée que l'on puisse développer une véritable dépendance à l'outil informatique et à Internet est née de la provocation du Dr Ivan Goldberg, qui voulait démontrer que l'*addiction*¹ était un concept flou et artificiel, que l'on pouvait appliquer à n'importe quoi. Il construisit donc, par dérision, une grille d'*addiction* à Internet. Mais son canular a trop bien fonctionné et nombre d'internautes se sont reconnus dans l'idée de *cyberdépendance*, une notion qui a fait son chemin et qui englobe aujourd'hui des formes extrêmement diverses, de la fréquentation obsessionnelle des groupes de discussion (*chats* et forums) à la quête effrénée des informations (un mot - *infolisme* - vient même d'être forgé). Si Internet n'est parfois qu'un simple support, sur lequel se développent des *addictions* classiques comme la dépendance aux jeux d'argent et de hasard, la consommation pathologique de documents pornographiques ou les achats compulsifs, certaines pratiques, cependant, lui sont spécifiques : l'assujettissement aux jeux en réseau en constitue sans doute l'exemple le mieux documenté. Les nouvelles technologies ont révolutionné les habitudes ludiques, et il est logique, au regard de l'intensité qu'acquière les jeux informatiques lorsque l'on s'y adonne en réseau (c'est-à-dire quand plusieurs ordinateurs sont reliés entre eux, parfois à des milliers de kilomètres de distance), que certains de leurs adeptes ne parviennent plus à décrocher.

Le fait d'affronter des adversaires réels, seul ou en équipe, transforme certains types de jeu en une nouvelle forme de discipline sportive, projetant le joueur dans la peau d'un "athlète" dont la carrière peut se développer au détriment de ses autres activités. Des jeunes gens préfèrent en effet abandonner leurs études, jugées trop longues, et gagner au plus vite de l'argent, dans l'unique but de se livrer jour et nuit à ce qui n'était au départ qu'un simple passe-temps. C'est par les jeux de rôle en ligne - véritables mondes virtuels qui continuent de vivre et d'évoluer qu'on soit en train ou non d'y jouer - que l'engloutissement dans un univers parallèle peut se révéler le plus problématique. Le sentiment d'identification au héros et la force d'attraction de ces territoires fictifs sont tels que ceux-ci revêtent pour le joueur, pendant un temps plus ou moins long, autant d'importance que la réalité. Au premier rang des éléments concourant à l'attrait ainsi exercé figure, à n'en pas douter, le fait que le joueur acquiert peu à peu habileté et pouvoir ainsi qu'une place importante dans la hiérarchie du jeu : le personnage fictif dans lequel il s'incarne - marchand ou combattant, elfe ou magicien - devient une véritable identité d'emprunt, de substitution. Celle-ci peut devenir source de prestige et forcer le respect des autres joueurs, et l'on conçoit aisément qu'il devienne difficile de s'extraire d'un univers sur lequel on règne en maître.

La dépendance prend ici la forme, extrême, d'un investissement passionnel, le sujet délaissant tout autre pôle d'intérêt, social ou affectif. Comme pour la plupart des *addictions*, il est possible de voir dans ce phénomène deux dimensions apparemment opposées : d'un côté, une recherche de sensations fortes, de prises de risques ; de l'autre, le refuge dans une activité répétitive et prévisible. Parmi les plus mordus, certains présentent de grandes phobies scolaires ou sociales, d'autres ont été trop couvés, trop protégés au point qu'ils en sont venus à craindre toute situation d'incertitude : dans tous les cas, le jeu constitue un abri, un asile, un sanctuaire dans un monde globalement hostile, rempli d'objets sources d'angoisses. Le chemin de la "guérison" est certes beaucoup plus court que pour, disons, un héroïnomane ou un maniaque des jeux d'argent, mais il n'en comporte pas moins sa part de renoncement et de souffrance : redevenir un élève studieux ou un employé anonyme n'est pas chose aisée pour

¹ Qu'il faut ici comprendre comme un "besoin incontrôlable de répéter un comportement donné, sans tenir compte de ses conséquences négatives".

celui qui, par ailleurs, est devenu un joueur de haut niveau, respecté par ses pairs, pour celui qui animait un site populaire ou qui dirigeait une communauté comptant des dizaines, parfois même des centaines de membres. Les cas les plus impressionnants concernent des individus qui ont consacré à ces pratiques, de façon exclusive, des mois, voire des années de leur existence.

Au moment de se réadapter à la vie ordinaire, celle des études, du travail, de la famille, de l'amour et de l'amitié, d'aucuns exigent qu'on leur prouve que le monde normal auquel ils recommencent à prendre part est aussi intéressant que le monde du jeu, dans lequel ils ont vécu tant d'aventures extraordinaires, dont ils étaient des acteurs si respectés. Captifs de l'illusion du pouvoir, dépendants des sensations fortes procurées par l'expérience, mus par un inextinguible désir d'évasion, ayant souffert pour décrocher, ils continuent parfois à trouver la réalité ennuyeuse, moins passionnante. Ils sont comparables en cela à certains toxicomanes qui revendiquent leur droit à un plaisir autre et préfèrent, selon leurs dires, "*mourir de plaisir*" plutôt que de "*crever d'ennui*". Notons toutefois que le fait qu'une activité puisse donner lieu à une dépendance n'implique en rien qu'elle soit "mauvaise" ou nuisible : au contraire, les objets d'*addiction* - de la nourriture aux relations affectives - sont le plus souvent désirables, voire indispensables. Le jeu ne déroge pas à cette règle, lui qui exerce en général un effet bénéfique sur le psychisme, lui dont l'utilité sociale - y compris lorsqu'il est joué par écrans et modems interposés - est avérée.

Un élément fondamental distingue enfin ces nouvelles formes de dépendance des assujettissements "classiques" : la nature du risque. Car, si la consommation de drogues représente une menace vitale réelle, si les jeux de hasard font de l'argent l'instrument d'une prise de risque véritable, ces univers virtuels se caractérisent, on l'a dit, par le fait que la mort, la ruine ou toute autre forme de danger y sont des événements communs, fréquents, réversibles, sans conséquence concrète ou immédiate. Dans ces conditions, le risque devient l'objet même du jeu, qui correspond parfaitement à la fonction que le père de la psychiatrie, Sigmund Freud, attribuait au théâtre et à la littérature : "*La vie s'appauvrit, elle perd en intérêt, dès l'instant où nous ne pouvons pas risquer ce qui en forme le suprême enjeu, c'est-à-dire la vie elle-même. (...) Et nous sommes amenés tout naturellement à chercher dans le monde de la fiction, dans la littérature, au théâtre, ce que nous sommes obligés de nous refuser dans la vie réelle. Nous y trouvons encore des hommes qui savent mourir et s'entendent à faire mourir les autres.*"² En ce sens, ne faudrait-il pas considérer les mondes virtuels où évoluent les avatars³ des joueurs comme un support culturel de plus, point d'orgue du romanesque, ne différant guère, au fond, du théâtre, de la littérature, du cinéma ou de la télévision ? Si la plupart d'entre nous trouvent dans ces activités une évasion passagère, d'autres, heureusement moins nombreux, y voient le moyen de tourner le dos - parfois définitivement - à une réalité qui ne leur sied guère...

² Sigmund FREUD, "Essais de psychanalyse".

³ Représentation du joueur à l'écran.